

> NE MANQUEZ PAS LA SUPERGRILLE

À VOS AFFAIRES PAGE 8

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LE MATCH DES ÉTOILES

LE SUCCÈS SURPRISE DE L'ANNÉE À LA TÉLÉ

RADAR PAGES 2 ET 3

NORMAND BRATHWAITE



CLIMATISATION
TOUJOURS
DES FRAIS !
À VOS AFFAIRES
PAGES 1 ET 5



NATHALIE
PETROWSKI
RENCONTRE
CAROLINE
NÉRON
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 7

CAROLINE
NÉRON



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
« Ça regarde mal ! »
— Saku Koivu

SOMMAIRE

Astrologie du jour ACTUEL 16
À tire-d'aile ACTUEL 16
Bandes dessinées ACTUEL 11
Bridge ACTUEL 14
Décès ACTUEL 15
Forum A 11 à 13
Génies en herbe LECTURES 16
Grille thématique LECTURES 16
Horaire télévision ARTS 4
Loteries A 10
Monde A 11
Mots croisés ACTUEL 11
Mot mystère ACTUEL 14
Observateur ACTUEL 11
Personnalité A 14
Petites annoncesACTUEL 12 à 14

Météo

Ensoleillé,
maximum 21,
minimum 6,
plus de détails
en page
SPORTS 9



DIM 6 21924 12352 3

DOSSIER NUCLÉAIRE
RENAISSANCE DANS LA CONTROVERSE
PLUS PAGES 7 À 9

DOSSIER EAU
ÉLIMINER LE HASARD
ACTUEL PAGES 1 À 3



3000 jeunes instituteurs ont quitté le métier depuis cinq ans

LES ENSEIGNANTS DÉCROCHENT AUSSI

MARIE ALLARD

Plus de 700 instituteurs sans permis ont été embauchés l'an dernier dans les écoles du Québec. Une des causes de la pénurie d'enseignants : 15 % d'entre eux

décrochent au cours des cinq premières années de leur carrière, selon les données 2004 du ministère de l'Éducation, obtenues par *La Presse*. Parmi les jeunes enseignants à statut précaire, ce taux grimpe à 20 %.

« Il y a un malaise très, très important », dit Joséphine Mukamurera, professeure à la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, qui a mené une enquête sur l'insertion dans l'enseignement en 2005. Ses résultats

sont éloquentes : 51 % des enseignants ont envisagé de quitter le métier, dont 17 % à au moins trois reprises.

> Voir ENSEIGNANTS en page A2

Un dernier hommage au caporal Dinning



PHOTO FRANK DUNN, PC

Le sergent Dave Sawyer avait du mal à contenir ses sanglots lors des funérailles du caporal Matthew Dinning, hier, à Wingham, en Ontario. Le caporal Dinning est l'un des quatre soldats canadiens tués en fin de semaine dernière dans la région de Gumbad, en Afghanistan. Son père a présenté des images de la cérémonie de rapatriement des dépouilles, à laquelle les médias n'avaient pas eu accès à la suite d'une décision du gouvernement conservateur. Nos informations en page A6.

Revivre le 11 septembre



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Sous un ciel d'un bleu qui en rappelait un autre, des centaines de New-Yorkais, sinon des milliers, sont allés au cinéma, vendredi après-midi, pour voir *United 93*, premier film hollywoodien sur les attentats du 11 septembre 2001. Plongés dans l'obscurité d'une salle du quartier East Village, certains ont éclaté en sanglots en voyant le deuxième avion

percuter une tour du World Trade Center.

Mais pourquoi donc vouloir revivre le 11 septembre ?

« Je vis ici », répond Alice Krause, comptable à la retraite, en sortant de la salle de cinéma. « J'ai subi un infarctus six mois après les attentats.

> Voir HÉTU en page A8

PROHIBITION DANS LES BARS

Du tabac en sachets pour se conformer à la loi

NICOLAS BÉRUBÉ

Une entreprise américaine entend aider les fumeurs à continuer à « profiter des plaisirs du tabac » dans les bars malgré l'entrée en vigueur des lois prohibant l'usage de la cigarette. Le secret : un petit sachet de tabac que l'on place discrètement dans la bouche et qui diffuse de la nicotine.

Vendu au Québec depuis le début de l'année, ce nouveau produit, Access, ressemble à un petit sachet de thé. Il contient un mélange de tabac aromatisé à la menthe ou à la cannelle.

> Voir TABAC en page A8

GAINEY MET
LES POINTS SUR LES « i »
SPORTS PAGE 1



Canon A530
- 5 mégapixels
- Zoom 4x
- Sensibilité ISO 800
- Écran ACL de 1,8"
- Processeur DIGIC II
269⁹⁹\$

Canon A700
- 6 mégapixels
- Zoom 6x
- Sensibilité ISO 800
- Écran ACL de 2,5"
- Processeur DIGIC II
449⁹⁹\$

Canon DIGITAL REBEL XT
- CMOS de 8 mégapixels
- Autofocus sur 7 zones
- 3 images/sec. jusqu'à 14 JPEG
- Objectif 18-55 mm inclus
929⁹⁹\$* *après remise postale de 100\$ du fabricant



L.L. Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal, Québec | www.lozeau.com

Valide jusqu'au 14 mai 2006
Les photos peuvent différer

LES PROFS

QUI DÉCROCHENT



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« L’enseignement est un métier extrêmement exigeant, sous-estimé et mal payé, dit Lamie Brasseur, 30 ans, ex-enseignante. Seuls les enfants te valorisent. » En faisant une MBA, la jeune femme a vu combien sa profession était dévalorisée. « Les gens me disaient : Que fais-tu ici, toi, la petite institutrice ? »

LE DÉSARROI

> 21 % des enseignants ont déjà abandonné la profession pendant un certain temps.

> 51 % ont envisagé de quitter la profession.

> 88 % se sont sentis insuffisamment préparés durant leur première année d’enseignement.

> C’est en raison de la lourdeur de la tâche (24 % des cas), de groupes difficiles (18 %) et de la précarité de l’emploi (16 %) qu’ils ont songé à quitter l’enseignement.

> Les jeunes commencent leur carrière en faisant de la suppléance (51 % des cas depuis 2000) ou avec un contrat à temps partiel (33 %).

> 40 % des nouveaux venus n’enseignent pas la matière qui correspond à leur diplôme durant leur première année d’enseignement.

> 67 % se sont parfois, ou souvent, sentis abandonnés à eux-mêmes durant les cinq premières années de leur carrière.

Source : Étude réalisée en 2004-2005 auprès de 642 enseignants québécois par Joséphine Mukamurera, professeure à la faculté d’éducation de l’Université de Sherbrooke.

Les enseignants décrochent aussi

ENSEIGNANTS suite de la page A1

Plus de 20 % d’entre eux ont effectivement abandonné leur carrière avant d’y revenir. D’autres n’y sont pas revenus et on n’a pu les joindre pour l’étude.

L’ampleur de l’insatisfaction, des difficultés et du désir de démissionner l’ont étonnée. « C’est de plus en plus tôt dans la carrière qu’on envisage de quitter la profession, indique-t-elle. Le rythme est constant. » Entre 2000 et 2004, c’était en moyenne après 2,89 années de métier. Les trois facteurs principaux : la tâche trop lourde, les groupes difficiles et la précarité de l’emploi. « La détresse psychologique est aussi inquiétante : 41 % disent en avoir vécu, surtout dans les premières années », ajoute M^{me} Mukamurera, qui présentera ses résultats au congrès de l’AC-FAS, à la mi-mai.

La qualité de l’enseignement menacée

Sans compter les retraites, 3000 enseignants ont quitté la profession depuis cinq ans, selon le ministère de l’Éducation. La majorité a démissionné, même s’il y a aussi eu quelques décès et congédiements. Ce taux est moins élevé qu’en 1990, alors que 25 % des jeunes enseignants avaient abandonné en cinq ans, souvent faute d’emploi. « Il y a aussi une baisse par rapport à 1999, alors que 17 % avaient décroché en cinq ans », fait valoir

Marie-France Boulay, agente d’information au Ministère.

Comme les besoins ont crû, la situation reste alarmante. « Le problème de l’insertion dans l’enseignement est grave », a indiqué en 2004 le Conseil supérieur de l’éducation, pourtant reconnu pour ses positions mesurées. Encore aujourd’hui, un jeune enseignant ne peut espérer de contrat à temps plein avant trois ou quatre ans. Et la permanence ne lui est accessible qu’après trois contrats annuels à temps plein. L’entrée dans la profession n’est « pas de nature à favoriser le développement des compétences professionnelles du nouveau personnel enseignant et à assurer un enseignement de qualité pour les élèves », constate le Conseil.

Les nouveaux y goûtent...

Incroyable mais vrai, les postes les plus difficiles sont généralement donnés aux nouveaux enseignants, âgés d’à peine 22 ans. Plus ils ont de l’expérience, plus ils peuvent choisir des tâches faciles. Avant 1980, 74 % des enseignants commençaient avec un contrat à temps plein. Depuis 2000, 51 % débutent en faisant de la suppléance et 33 % avec un contrat à temps partiel à durée déterminée, selon M^{me} Mukamurera. « On constate un manque de soutien et peut-être aussi de solidarité », observe-t-elle.

Anne-Marie, prof d’anglais âgée de 25 ans, connaît la précarité depuis trois ans. Cette année, elle n’a que 64 % d’une tâche — pour un

salaire d’environ 22 000 \$ — même si elle travaille dans quatre écoles publiques différentes. « Je change d’école tous les midis, je mange dans mon auto et j’ai près de 300 élèves, témoigne-t-elle. Quel fou accepterait de faire ce travail longtemps ? »

Lamie Brasseur, 30 ans, est partie après cinq ans comme institutrice dans une école privée. « Je n’étais pas encore tannée, mais j’avais peur de le devenir, dit-elle. L’enseignement est un métier extrêmement exigeant, sous-estimé et mal payé. On assure le développement et la sécurité de plus de 30 élèves et on est moins bien payé qu’un gars qui bouche les trous dans la rue. » Après avoir fait une MBA, la jeune femme a changé de carrière. « Je ne regrette rien, j’ai rencontré des enfants et des adultes extraordinaires, mais j’avais envie d’autres défis », dit-elle.

LE DÉCROCHAGE EN CHIFFRES

> Depuis cinq ans, 3000 enseignants ont quitté la profession, sans compter les retraites.

> 15 % de ceux qui ont commencé en 1999 n’enseignaient plus cinq ans plus tard (13 % au primaire, 18 % au secondaire).

> Parmi les enseignants à statut précaire, le décrochage atteint 20 %.

Source : ministère de l’Éducation

Les débutants font face à beaucoup de violence à l’école

La situation est plus critique à Montréal

MARIE ALLARD

Presque tous les jeunes enseignants (94 %) ont vécu au moins un incident violent depuis le début de leur carrière. Durant leur première année d’enseignement, ils sont de deux à trois fois plus touchés par la violence que leurs collègues plus expérimentés, selon une enquête menée depuis 2001 par Denis Jeffrey, professeur à la faculté d’éducation de l’Université Laval.

Après avoir interrogé 550 enseignants québécois comptant moins de cinq ans d’expérience, M. Jeffrey a constaté que 90 % d’entre eux ont vécu de la violence verbale (insultes), 47 %, de la violence à caractère sexuel, 35 %, de la violence physique, et 34 %, un vol ou du vandalisme. Plus de 10 % se sont fait gifler, ont reçu un coup de poing ou de pied, ou ont été frappés avec un objet ou une arme. C’est à Montréal que la situation est la plus critique.

De façon régulière

Ces agressions n’ont pas toutes la même gravité, reconnaît le professeur dans une lettre envoyée à *La Presse*.

« Ce qui est grave, c’est que cette violence se produit régulièrement, que des propos blessants, injurieux ou humiliants se répètent », indique-t-il.

D’autant plus que le quart des jeunes enseignants « manifestent le désir de changer de métier après avoir subi de la violence ». Un certain nombre — 16 % — s’est absenté du travail pendant cinq jours en moyenne en raison de la violence subie. La facture est salée : « Un demi-million de dollars par an pour la population des jeunes enseignants qui travaillent depuis moins de quatre ans », estime M. Jeffrey dans *Enseignants dans la violence*, le livre qu’il vient de cosigner avec le chercheur Fu Sun aux Presses de l’Université Laval.

Il y a tout de même une bonne nouvelle : s’ils sont bien soutenus par leur direction, les enseignants ont moins tendance à décrocher, même s’ils subissent de la violence. « L’accueil, le soutien et la qualité des relations avec les collègues — tous des éléments pouvant être valorisés dans une école — éloignent un enseignant du désir de quitter la profession », indique M. Jeffrey.

Le mentorat: une mesure à mettre de l’avant

MARIE ALLARD

Dans les écoles francophones de l’Ontario, jusqu’à 50 % des nouveaux enseignants quittent leur travail après un an ou deux. La pénurie est telle que le ministère de l’Éducation ontarien a demandé à la chercheuse Louise Bélair de trouver des solutions.

Après avoir interrogé des enseignants qui avaient surmonté les moments de découragement, elle a déterminé les trois mesures qui favorisent le plus la persévérance. Il s’agit du mentorat organisé, de la formation continue adaptée aux besoins des débutants et de l’engagement de la direction.

Au Québec, à peine 35 % des commissions scolaires ont des mesures pour accueillir les nouveaux enseignants, selon un avis remis au ministère de l’Éducation en 2002.

« Il y a très, très peu d’initiatives pour faciliter l’intégration socio-professionnelle, indique Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l’enseignement. »

« Comme il y a beaucoup de monde qui s’en va à la retraite, il faut prendre soin de la relève, sinon on va avoir des problèmes. »

ment. Il faut que le syndicat pousse énormément pour qu’il y en ait. »

« Je pense qu’on ne sent pas encore vraiment l’importance d’agir, dit Joséphine Mukamurera, professeure à la faculté d’éducation de l’Université de Sherbrooke.

Comme il y a beaucoup de monde qui s’en va à la retraite, il faut prendre soin de la relève, sinon on va avoir des problèmes. »

Difficile de donner un poste permanent à chacun. « On peut tout de même améliorer les conditions d’exercice du métier, indique M^{me} Mukamurera. Ne pas toujours être considéré comme un numéro sur une liste, voir que la direction s’occupe de soi, être reconnu et intégré dans une équipe, ça atténue l’impact de la précarité. »

La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, dans l’ouest de Montréal, est l’une de celles qui ont mis plusieurs mesures en place. Résultat : elle réussit à garder 95,5 % de ses enseignants de moins de cinq ans d’expérience.

LES PROFS QUI DÉCROCHENT

Le quart des futurs instituteurs abandonnent avant de commencer



MARIE ALLARD

Environ 25 % des étudiants inscrits dans un programme d'enseignement à l'Université de Montréal abandonnent avant la fin de leur baccalauréat.

« C'est un taux relativement normal, même si on aimerait bien les garder, indique Jean-Pierre Charland, vice-doyen de la faculté des

sciences de l'éducation de l'UdeM. Il y a ceux qui ne sont pas capables de suivre et ceux qui constatent que l'enseignement n'est pas pour eux. »

À l'UdeM, près de 600 étudiants seront admis dans un programme en enseignement cet automne. « Le nombre de candidats tend à diminuer, dit M. Charland. On sait que, tôt ou tard, on ne fera plus les contingents du ministère de l'Éducation. L'enseignement n'est pas une carrière prestigieuse, alors vous pouvez tenir pour acquis qu'on est souvent un deuxième choix. Ce n'est pas une catastrophe pour la société puisque la clientèle diminue rapidement au

primaire, actuellement. Il y aura moins d'emplois. »

À l'UQAM, le taux de succès oscille entre 70 % chez les professeurs

« L'enseignement n'est pas une carrière prestigieuse, alors vous pouvez tenir pour acquis qu'on est souvent un deuxième choix. »

de sciences humaines et 85 % pour le préscolaire et le primaire. « C'est habituel », dit Marc Turgeon, doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM.

Audrey Dupont, 21 ans, étudiante en adaptation scolaire à

l'UdeM, a vu partir plusieurs camarades. « On était environ 90 en première année et on est rendus 80, constate-t-elle. Il y a des pas-

sionnés, mais aussi des gens qui s'inscrivent en enseignement parce qu'ils ne savent pas quoi faire. » Elle-même a découvert qu'elle préférerait l'université aux écoles et a décidé d'entreprendre une maîtrise, puis un doctorat.

« J'en ai parlé avec des collègues et on voit deux problèmes majeurs, explique l'étudiante. D'abord, l'enseignement n'est pas une profession valorisée. Nos stages ne sont pas rémunérés, même quand on s'occupe à temps plein d'une classe pendant plusieurs semaines. Ensuite, on commence avec les classes les plus difficiles. Un avocat ne fera pourtant pas le procès le plus compliqué en ville dès sa première année ! »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : marie.allard@lapresse.ca



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Audrey Dupont, 21 ans, est étudiante en adaptation scolaire à l'Université de Montréal. « Dans plusieurs écoles où on fait des stages, il y a beaucoup de jeunes enseignants qui sont eux-mêmes inquiets, dit-elle. Il y a eu une si grosse vague de départs à la retraite que c'est parfois difficile d'obtenir des conseils. »

Un enseignant sur quatre s'absente durant l'année scolaire

LES ABSENCES EN 2004-2005

Nombre d'enseignants dans les commissions scolaires : 76 700

> Congé de maladie de courte durée (cinq jours maximum) : 66 000 enseignants en ont bénéficié ou 86,4 %

> Congé parental : 6700 ou 8,8 %

> Congé de maladie de longue durée : 8000 ou 10,4 %

> Congé de maternité : 3700 ou 4,9 %

> Congé sabbatique : 3500 ou 4,6 %

> Départ à la retraite : 2600 ou 3,4 %

> Démission, décès ou congédiement : 600 ou 0,8 %

Source : ministère de l'Éducation

MARIE ALLARD

Le quart des enseignants du Québec s'absentent pendant au moins une partie de l'année scolaire. Depuis 2000, les congés sabbatiques, parentaux et de maternité sont en hausse constante au primaire et au secondaire. Sans oublier les congés de maladie de longue durée, pris par 8000 enseignants — soit 10,4 % du total — l'an dernier, selon des données du ministère de l'Éducation obtenues par *La Presse*. C'est 500 de moins qu'il y a cinq ans, mais ce taux reste énorme.

En 2004-2005, l'assurance salaire a coûté 90,6 millions à 52 commissions scolaires, selon la Fédération des commissions scolaires. Dix-huit autres commissions scolaires n'ont pas participé à l'étude, si bien que le coût réel est encore plus élevé. Les employés en congé de longue durée ont touché en moyenne 1102 \$, ce qui ne comprend évidemment pas le salaire de leur remplaçant.

Il y a deux ans, la situation semblait pourtant s'améliorer. La proportion de jours perdus par le personnel des commissions scolaires avait baissé de 3,2 % à 2,9 % des jours travaillés. La Fédération s'en était réjouie, expli-

quant qu'elle avait offert de la formation sur le sujet.

« À l'époque, on espérait que ce soit le résultat de ce soutien, mais là, le taux d'absentéisme remonte, constate Pierre D'Amours, conseiller en relations du travail à la Fédération. Il est très difficile de dire pourquoi. Il faut poursuivre le travail pour assurer une gestion serrée de l'assiduité au travail et prévenir ultimement les absences. »

Depuis 2000, les congés sabbatiques, parentaux et de maternité sont en hausse constante au primaire et au secondaire. Sans oublier les congés de maladie de longue durée, pris par 8000 enseignants — soit 10,4 % du total — l'an dernier, selon des données du ministère de l'Éducation obtenues par *La Presse*.

C'est surtout la tête qui flanche : 44 % des absences du personnel des commissions scolaires sont dues à des troubles psychologiques, soit 5 % de moins que le sommet atteint en 2000-2001. « Mais ça demeure un problème important comparativement aux autres maladies, dit M. D'Amours. Plusieurs facteurs peu-

vent y contribuer, que ce soit le travail ou des éléments personnels comme un divorce. » Les plus touchés ne sont pas les enseignants, mais le personnel de soutien administratif — secrétaires, téléphonistes et agents de bureau.

Coût de 13,9 millions à la CSDM

La situation est particulièrement inquiétante à la Commission scolaire de Montréal, où l'absentéisme est « un problème dont l'am-

L'an dernier, l'assurance salaire a coûté 13,9 millions à la CSDM, soit 1379 \$ par dossier. Quant à la prime versée à la CSST, elle était de 1,35 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de la masse salariale, comparativement à 0,85 \$ en moyenne dans les commissions scolaires. « C'est 50 % plus cher qu'ailleurs, note Diane De Courcy, présidente de la CSDM. Ça s'explique parce que nous avons du personnel plus à risque, comme des ouvriers ou des employés de cafétéria, mais il y avait quand même un effort à faire. »

Un plan d'action a été adopté en juin dernier pour prévenir l'absentéisme, gérer les absences et maintenir le personnel en emploi au moyen de réaffectations temporaires en cas de besoin. Au programme : concours de montée d'escaliers, formation sur la manutention de charges et production régulière de statistiques. Déjà, l'augmentation des affectations temporaires en cas de besoin porte fruit puisque le coût des lésions professionnelles a diminué de 20 %.

La conciliation travail-famille — incontournable avec le rajeunissement des employés — est aussi une préoccupation. La CSDM tente d'harmoniser ses congés scolaires à ceux des autres commissions scolaires. « Et on pense à offrir des services durant les heures de travail, que ce soit du nettoyage ou une vidange d'huile », dit M^{me} De Courcy.

« C'est long, agir sur la présence au travail, ajoute-t-elle, mais on a de légers résultats qui nous permettent de dire que c'est en train de fléchir. »

ACTUALITÉS

Les omnipraticiens rejettent en bloc l'offre de Québec

RAYMOND GERVAIS

Les 132 délégués du conseil général de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, qui représente quelque 7800 membres, ont rejeté hier à l'unanimité l'offre gouvernementale déposée le 23 mars dernier, en vue du renouvellement de l'entente générale entre les omnipraticiens et le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les médecins ont qualifié « d'irritante » la façon dont l'offre leur a été présentée.

« Le gouvernement décide des paramètres financiers, de l'affectation de crédits, et il soutient que, d'une façon ou d'une autre, le dossier sera réglé à la fin juin... Il s'agit donc d'une approche autoritaire qui est en rupture avec les traditions établies depuis bien des années entre la Fédération et le Ministère », a déclaré hier le Dr Renald Dutil, président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), à sa sortie de la réunion du conseil de l'organisme à Montréal.

Toujours selon le Dr Dutil, « la proposition gouvernementale est inéquitable à l'endroit des médecins omnipraticiens qui exercent en cabinet privé. Cette proposition aurait pour effet de geler le tarif des actes en cabinet privé pendant six ans, de 2004 à 2010, alors que les frais de gestion ne cessent d'augmenter. Québec offre 2 % par année pendant quatre ans. Ce pourcentage s'applique aux actes, aux forfaits et aux échelles de rémunération dans les établissements publics. Dans les cabinets privés, ces 2 % ne serviraient qu'à payer un

forfait annuel pour la clientèle vulnérable. Pourtant, les médecins de famille, dans leur cabinet privé, assurent plus de 80 % des services de médecine familiale, un secteur que le gouvernement prétend vouloir soutenir. »

La FMOQ proposait au gouvernement de mieux rémunérer la prise en charge et le suivi de la clientèle vulnérable souffrant de maladies chroniques et de rémunérer plusieurs nouveaux services qui sont imposés aux médecins par la réforme des soins de santé.

Pour les médecins, la proposition du gouvernement n'aura d'autre effet que de réduire l'accessibilité des soins de première ligne. « Nos membres jugent inadmissible que Québec revienne sur des engagements qu'il a signés en 2003, lesquels comblaient les écarts de rémunération entre les omnipraticiens du Québec et ceux des autres provinces. » Les médecins étaient prêts à accepter le fameux 2 % d'augmentation imposé par la loi 142, mais ils refusent, particulièrement en cabinet privé, de financer les nouveaux services qu'ils doivent rendre alors que, dans les CLSC, des enveloppes budgétaires ont été prévues.

Le Dr Dutil a toutefois refusé de parler de grève, de journée d'étude ou de moyens de pression pour le moment. « Notre conseil nous demande de mettre de l'avant un plan d'action qui va forcer le gouvernement à présenter de nouvelles offres, mais on ne veut pas pénaliser la population. »

De son côté, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, répète qu'il a un cadre financier à respecter, faute de quoi les services seront compromis.

Harper est invité à réduire les temps d'attente

PRESSE CANADIENNE

L'Association médicale du Canada exige que Stephen Harper investisse immédiatement un milliard de dollars pour réduire les temps d'attente dans les hôpitaux.

La présidente de l'association, Ruth Collins-Nakai, demande au premier ministre de respecter l'entente conclue avec les provinces en matière de santé. Dans une allocution devant la section québécoise de l'association, hier, elle a appelé les Québécois à faire pression auprès du gouvernement fédéral.

« Ce fonds pourrait être créé aujourd'hui même ; le gouvernement

n'aurait qu'à rapatrier le milliard de dollars restant des 5,5 milliards que (l'ancien) gouvernement fédéral avait mis de côté pour les temps d'attente », a-t-elle dit devant une centaine de médecins.

En 2004, le gouvernement libéral de Paul Martin avait accordé 41 milliards en 10 ans aux provinces dans le but de faire face aux pressions croissantes subies par le système de santé.

M^{me} Collins-Nakai a réitéré son appui à la création d'un fonds spécial qui pourrait gérer le milliard de dollars. Selon elle, il suffit de faire preuve de volonté politique.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Fête ou manifestation hier au parc Maisonneuve ? Le message des quelque 50 000 personnes venues marquer un 1^{er} mai avant l'heure n'était peut-être pas très net, mais Véronique Jutras et Isabel Paquin (à l'avant-plan) ont décidé de se la couler douce de toute manière.

Un 1^{er} mai d'avril...

HUGO DE GRANDPRÉ

Malgré une année difficile, les syndicats continueront à tenir tête au gouvernement Charest. Un message martelé par les leaders syndicaux lors de la manifestation organisée pour la Fête internationale des travailleurs, hier à Montréal.

« M. Charest, on est en bas de la colline. On est en bas de la montagne. Et peut-être qu'on a quelques bleus. Peut-être qu'on a quelques *pucks*, avec les décrets et les gestes autoritaires que vous

l'année dernière alors que des policiers et des manifestants avaient eu maille à partir. En fin de journée, le bilan des arrestations s'élevait à deux « marginaux », selon la police, appréhendés après avoir lancé des pierres à des agents.

Nombreuses revendications

L'événement rassemblait presque tout ce que le Québec compte d'organisations syndicales, et des syndiqués venus de partout. Les revendications étaient aussi nombreuses que les manifestants.

La loi 142, adoptée sous le bâillon en décembre, qui impose les

res imposées dans le secteur des CPE ont aussi été discutées ou dénoncées.

La voix couverte par des airs populaires, comme le célèbre *Toujours vivant*, chanté par Jerry Boulet, les manifestants aussi en avaient long à dire.

« Je suis venue de Huntingdon, a dit Gisèle Hébert, 59 ans, mise à pied en mai dernier à l'usine Cleyn & Tinker après y avoir travaillé pratiquement toute sa vie. Je suis ici pour réclamer la mise en oeuvre du Programme d'aide aux travailleurs âgés. »

« Moi, je suis ici seulement pour fêter », a pour sa part déclaré un homme en short et t-shirt, heureux de pouvoir profiter de la belle journée.

Malgré la présence d'artistes comme Paul Piché et l'école de percussions Samajan, tous n'avaient pas le coeur à fêter les travailleurs, et certains ont même critiqué la manifestation elle-même. « Ce qui se passe ici est pathétique, a tranché Rachel Sarasin, enseignante au cégep, venue avec son copain et son chien. De mobiliser autant de gens pour marcher dans un coin aussi reculé de la ville et célébrer ce qui n'est pas une victoire... L'image qu'on envoie aujourd'hui, c'est qu'on est fâchés mais qu'on ne le dira pas trop fort ; on va le célébrer entre nous. On souligne quoi ?

Les leaders syndicaux tirent à boulets rouges sur le gouvernement Charest pour sa politique sociale.

nous avez faits. Mais vous pouvez être sûr d'une chose : on est encore debout ! » a lancé le président de la FTQ, Henri Massé, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes au parc Maisonneuve.

Sur ce thème, *Toujours debout*, la fête du 1^{er} mai s'est déroulée cette année un samedi 29 avril. Les organisateurs ont évalué l'assistance à 50 000 personnes. Le compte véritable était sans doute un peu moins élevé.

Néanmoins, aucun débordement n'a été signalé, contrairement à

conditions de travail des employés de la fonction publique, a été la plus souvent dénoncée.

« Ce faisant, le gouvernement a condamné un demi million de personnes, en bonne partie des femmes et des gagne-petit, à deux ans de gel de salaire et à subir un appauvrissement sur une période de sept ans. C'est carrément inadmissible », s'est insurgée la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

La mondialisation, la perte d'emplois dans le secteur manufacturier, l'équité salariale et les mesu-

LES URGENCES PRENNENT-ELLES DU MIEUX ?



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

À LIRE DEMAIN > LE PALMARÈS DES URGENCES DU QUÉBEC

Un dossier de *La Presse* en collaboration avec les six journaux du groupe Gesca.

Le Canadien nous unit



STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE

Le 24 juin, quand les Québécois agitent leurs drapeaux fleurdelisés, il y a un bon pourcentage de la population du Québec qui lève les yeux au ciel en pensant : « Maudite gang de péquistes ! » Le 1^{er} juillet, quand d'autres Québécois agitent leurs drapeaux « feuillédérablés », un gros pourcentage de la population du Québec se moque d'eux en disant : « Cons de fédéralistes ! » Hier, à Montréal, plein de Québécois agitaient leurs drapeaux aux couleurs du Canadien et tout le monde souriait, tout le monde klaxonnait, tout le monde approuvait. Les francophones, les anglophones, les allophones, même ceux qui n'ont pas de fun, ils faisaient tous partie de

la même équipe, ils espéraient tous le même résultat, ils étaient tous dans le même bateau. Celui du Canadien.

C'est unique dans l'histoire de cette drôle de région du globe qu'on appelle le Québec. D'habitude, les Français sont de leur bord, les Anglais sont de leur et les premiers habitants sont dans leurs réserves. Depuis une semaine, le drapeau du Canadien flotte autant à Rosemont et à Westmount qu'à Kanesatake. Et ça fait du bien. Ça fait du bien d'avoir un rêve commun qui transgresse nos différences. Même si ce rêve est enfantin. Même si ce rêve est tout simple : gagner la Coupe Stanley.

Francis Bouillon, Alex Kovalev, Cristobal Huet ou Michael Ryder réussissent à faire ce que René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau n'ont jamais réussi : unir tous les Québécois, sans exception.

Le plus drôle dans cette histoire, c'est que c'est une bande d'étrangers qui parvient à solidariser la population locale. Des hommes venus de Russie, de Slovaquie, de la République tchèque, de Finlande, de France, de Suisse,

de Suède, des États-Unis, avec quelques *Canadiens* et trois, quatre p'tits Québécois. Mais ils jouent tous pour Montréal. Quand ils gagnent, c'est nous qui gagnons. Leur capitaine a beau ne pas faire le moindre effort pour parler notre langue, on s'en fout, on l'aime. Et quand il se blesse, on a mal. Parce qu'il porte le chandail du Canadien. Parce qu'il se bat pour nous. Parce que c'est notre soldat. Notre général. Le chandail du Canadien est le symbole le plus fédérateur de la société québécoise. La seule culture partagée par l'ensemble des habitants de ce bout de planète. Qu'ils parlent français, anglais, joual ou chinois.

Vous me direz qu'il y a dans ce *melting pot* plein de gens qui n'aiment pas le hockey. Qui ne regardent pas ça. Pas grave. Ils font partie de la fête quand même. Du grand rassemblement. Ils crient moins fort, ils ne se maquillent pas le visage bleu, blanc et rouge. Mais ils ne peuvent pas rester insensibles à la joie des compatriotes des gens autour. Le bonheur est contagieux. Pas besoin de savoir le nom de tous les joueurs pour être heureux. Ça se voit dans

la rue. Autant à la Cage aux sports que dans les musées.

En cette période morose où plus grand-chose ne soulève nos passions, où même les souverainistes purs et durs ont le rêve usé, où aucun projet n'enflamme le peuple, où tout nous éloigne les uns des autres, vive le Canadien ! Merci à cette vieille équipe qui arrive encore à faire battre nos coeurs. Il ne faudrait vraiment pas la perdre. C'est pour ça qu'on vous scrute de si près. Qu'on vous analyse, qu'on vous remet en question, qu'on vous hue même parfois. Parce qu'on veut vous garder alertes, éveillés, parce que vous êtes trop importants pour nous. Trop essentiel à ces gens disparates qui ne sont jamais invités au même party. Qui vivent chacun de son côté. Presque tous les printemps, le Canadien parvient à nous rassembler. Durant ma tendre jeunesse, ils parvenaient même à nous faire croire qu'on était les meilleurs au monde. Autant ceux qui parlaient la langue de Dryden que ceux qui parlaient le Mario Tremblay. En 1968, 1969, 1971, 1973, 1976, 1977, 1978, et 1979, ça s'est ter-

miné par un défilé. On gagnait si souvent que je me souviens, un soir, d'avoir pleuré en pensant au petit garçon du Minnesota qui ne gagnait jamais. Je me trouvais chanceux d'être né à Montréal, la ville qui gagne la Coupe Stanley.

Je ne sais pas si on va la gagner cette année. Rien n'est moins sûr. Mais les deux victoires en Caroline auront suffi à nous faire réaliser que les habitants du Québec peuvent parfois être tous réunis et unis. Il faudrait maintenant trouver un autre projet. Un projet encore plus excitant que la Coupe Stanley. Ça existe. Le projet d'un monde meilleur pour nos enfants. Ça se demande. Il suffit de crier aussi fort que lorsque le Tricolore saute sur la glace. Il suffit d'y croire tous ensemble.

En attendant, bonne chance, Huet, Kovalev, Ryder, Bouillon et les autres. On aurait bien besoin d'une autre petite dose de bonheur, d'une autre joie d'enfant. Go, Habs ! Go !

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : stephane@stephanelaporte.com

PLATEAU MONT-ROYAL

Cet été, la rue fera son cirque

ÉRIC CLÉMENT

L'été prochain, les jeunes de la rue qui fréquentent le Plateau Mont-Royal pourront participer à des ateliers de cirque pour « occuper l'espace public de manière positive », selon l'organisme Plein Milieu, qui travaille avec les sans-abri.

Cette nouvelle activité s'appelle « La rue fait son cirque » et découle de la participation de Plein Milieu à Cirque du monde, un programme lancé par le Cirque du Soleil et qui se déroule de septembre à juin. Elle est financée par l'arrondissement du Plateau, qui a accordé à l'organisme 14 500 \$ dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

« Nous allons embaucher un jeune qui a participé à Cirque du monde au cours de la dernière année et, en compagnie d'un travailleur de rue, il ira deux fois par semaine dans les lieux publics, près du métro Mont-Royal, par exemple, ou dans les parcs, au square Saint-Louis, où les jeunes se tiennent, les inviter à participer à des ateliers de cirque », explique Sabrina Lemeltier, directrice de Plein Milieu.

Les jeunes de la rue, qui viennent souvent de l'extérieur du Québec, pourront ainsi apprendre à jongler et à manier de l'équipement prêté par le Cirque du Soleil.

Selon M^{me} Lemeltier, cette activité permettra non seulement de donner un côté plus festif à l'intervention des travailleurs de rue mais aussi de « donner un regard positif » aux jeunes de la rue et aux citoyens.

« Parfois, des jeunes squattent à cause de l'oisiveté et les adultes les regardent comme s'ils étaient incapables de faire quoi que ce soit, dit-elle. Pour nous, cela permet de rejoindre ces jeunes, d'établir une relation et de changer le regard des citoyens. »

L'organisme espère que cette intervention réduira les méfaits, permettra de mieux orienter les jeunes vers les services appropriés et améliorera les relations avec la population locale. « On espère que des résidents embarqueront avec les amuseurs publics car avec La rue fait son cirque, on vise une rencontre et une meilleure cohabitation », dit M^{me} Lemeltier.

Plein Milieu espère que l'expérience incitera même des jeunes de la rue à se joindre au programme Cirque du monde à la fin de l'été. Les nombreux attraits du Plateau en font un des lieux les plus prisés des sans-abri et des jeunes de la rue, ce qui entraîne des problèmes divers : mendicité, squeegee, errance, consommation et trafic de drogue.

Plein Milieu pense que cette activité permettra d'améliorer les contacts avec des jeunes difficiles d'approche, même pour des travailleurs de rue expérimentés.

COURRIEL

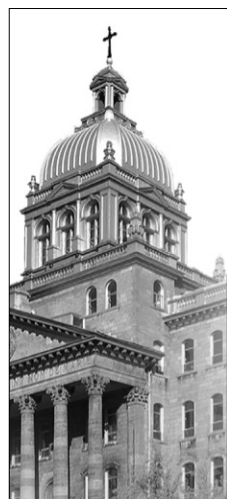
Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

Ce ne sont pas des *squeegees*!



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Deux acrobates ont choisi un moyen coloré pour faire sourire les automobilistes et se faire un peu d'argent de poche. Remplaçant les *squeegees* au coin du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue des Pins, elles ont profité de quelques feux rouges et du soleil de midi pour donner un avant-goût de leur savoir-faire, cette semaine. « On ne fait pas ça pour l'argent, a dit l'une d'elles, Marykristn, celle qui a les foulards blancs. À la base, quand on fait du cirque de rue, c'est pour rejoindre les personnes dans leur quotidien, un petit clin d'oeil qui leur donne envie de sourire. » L'un n'empêche pas l'autre. Et les conducteurs d'ordinaire si pressés semblaient pour une fois heureux de déposer quelques pièces dans la casquette de l'une des deux jeunes artistes.



Le Saint-Nom-de-Marie a besoin de ses Anciennes



En 1905, s'ouvrait sur la Montagne un lieu de formation exceptionnelle pour les jeunes filles d'alors. Aujourd'hui, cent ans plus tard, le Saint-Nom-de-Marie veille toujours sur la destinée de celles qui émergent des rangs de la société.

Le pont entre les générations

Le Saint-Nom-de-Marie entre de plain-pied dans son second siècle d'existence en inaugurant une nouvelle aile ultramoderne. Pour bien intégrer les deux univers, nous avons aménagé un espace qui marquera à jamais le passage des filles du Saint-Nom-de-Marie : le **MUR DES GÉNÉRATIONS**.

Opération « GRIFFES »!

Venez apposer votre signature dans le cœur même du Saint-Nom-de-Marie, signature qui deviendra une part d'héritage que vous léguerez à celles qui marcheront dans vos pas.

- Pour revoir vos anciennes compagnes d'études
- Pour rencontrer les enseignantes qui vous ont guidée
- Pour célébrer le renouveau dans la continuité
- Pour marquer à jamais votre passage

Passez le flambeau, venez signer!

Quand?

Le dimanche 7 mai, de 13 h à 17 h
Jour de retrouvailles des Anciennes

Communiquez vite avec nous pour confirmer votre présence à anciennes@psnm.qc.ca. ou faites le 514.735.5261 poste 3399



IL Y A 100 ANS QUE NOUS PENSONS À L'AVENIR

SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 — Télécopieur: 514.735.5266 — www.psnm.qc.ca

Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain.
Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.
Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.



Les libéraux restent divisés sur la question du Québec

GILLES TOUPIN

DRUMMONDVILLE — Malgré l'appel à l'unité lancé hier par le chef intérimaire du Parti libéral du Canada, Bill Graham, les candidats à la succession de Paul Martin ont laissé paraître leurs divisions sur la question du Québec.

Si, par exemple, Joe Volpe refuse de reconnaître le Québec comme nation, affirmant à qui veut l'entendre que « tous les Canadiens sont égaux », d'autres, tels Bob Rae, Michael Ignatieff, Maurizio Bevilacqua, Gerard Kennedy ou Scott Brison, affirment que le temps est venu de repenser le fédéralisme, de reconnaître le déséquilibre fiscal et le caractère distinct du Québec.

« On n'est plus crédible au Québec en tant qu'institution nationale », a notamment déclaré aux journalistes le candidat-vedette de Toronto, Michael Ignatieff.

Les candidats ont ainsi passé la plus grande partie de la journée à arpenter les halls et les couloirs de l'hôtel Dauphin, à Drummondville, pour gagner l'appui des quelque 300 délégués du PLC(Q)

— dont la plupart seront également délégués au Congrès national, en décembre — et tenter d'expliquer aux journalistes pourquoi ils représentent la véritable solution d'avenir pour le Québec.

Le mantra de chacun de ces aspirants — qui n'ont pas craint dans l'ensemble de cacher le bilan catastrophique des libéraux au Québec ces dernières années — était étrangement le même : « il faut reconstruire la crédibilité du parti au Québec » ou, comme le disait en des termes plus frondeurs Michael Ignatieff : « Le Québec est le champ de bataille par excellence, la clé pour le Parti libéral. »

De la résistance

Les candidats qui prônaient le plus ouvertement un changement d'attitude envers le Québec, une nouvelle approche moins centralisatrice et la reconnaissance du déséquilibre fiscal ont particulièrement inquiété la sénatrice Céline Hervieux-Payette, qui a du coup annoncé son intention d'entrer dans la course.

« Je n'ai pas passé 30 ans en politique pour voir détruire tout ce

que nous avons construit, a-t-elle déclaré à *La Presse*. Je parle de l'unité canadienne. Je n'aime pas l'approche de certains candidats à cet égard. Ceux qui disent que le déséquilibre fiscal existe se trompent. Il n'y a pas de surplus à Ottawa ou de déséquilibre fiscal quand un pays comme le nôtre est lié par une dette aussi énorme que la nôtre. »

M^{me} Hervieux-Payette a révélé que des groupes au Québec et en Ontario l'ont pressentie comme candidate. Elle fera connaître sa décision d'ici deux semaines. La sénatrice s'est particulièrement fait remarquer récemment par ses répliques cinglantes à des Américains et à Brigitte Bardot après que ceux-ci eurent pris le Canada à partie à cause de la chasse aux phoques.

La liste des candidats à la direction du Parti libéral risque de s'allonger encore. Un médecin montréalais et ancien péquiste, Clifford Blais, a aussi fait part hier de son intention de se lancer dans la course afin de relancer le débat sur le système de santé.

L'enjeu du Québec s'annonce

donc crucial dans la campagne qui culminera le 3 décembre prochain à Montréal. Après le scandale des commandites, après avoir été réduits de 36 à 13 sièges au Québec, les libéraux fédéraux ont compris qu'ils ne pouvaient plus s'en tenir au statu quo. Ils ne peuvent plus non plus offrir l'image d'un parti déchiré par les querelles intestines, ce qu'a bien pris soin de rappeler Bill Graham hier. « Cette unité est la condition sine qua non pour un retour au sommet de l'échiquier politique », a-t-il lancé à ses troupes dans son discours de clôture. M. Graham a d'ailleurs profité de l'occasion pour annoncer que le Parti libéral ne votera pas en faveur du budget du gouvernement Harper, qui doit être déposé mardi.

« Comme généralement les valeurs du Parti conservateur sont opposées à nos valeurs libérales, a déclaré M. Graham, nous laisserons au Bloc québécois et au NPD la responsabilité de soutenir ce gouvernement. Après tout, c'est eux qui ont forcé la tenue d'élections pendant le temps des Fêtes. Et ce sont eux, aujourd'hui, qui

sont prêts aux pires compromis pour protéger leurs acquis électoraux. »

Tous les candidats déclarés au poste de chef du PLC se sont présentés hier à Drummondville afin de plaider leur cause. Il s'agit de Ken Dryden, Stéphane Dion, Scott Brison, Maurizio Bevilacqua, Joe Volpe, Carolyn Bennett, Bob Rae, Michael Ignatieff, Martha Hall Findlay et Gerard Kennedy. John McCallum, qui doit annoncer prochainement sa candidature, était également présent. Hedy Fry, de Colombie-Britannique, qui a aussi l'intention de participer à la course, était absente.

Seuls de Stéphane Dion, Michael Ignatieff et Bob Rae ont pour l'instant une organisation bien en place au Québec.

Au cocktail qui a suivi ce conseil régional du PLC(Q), l'ancien premier ministre Paul Martin est venu saluer les participants. M. Martin a pris la parole pour affirmer, dans un brouhaha général qui couvrait presque ses paroles, qu'il demeurerait « toujours un militant libéral ».

Le rôle du Canada dans NORAD n'est pas arrêté

KEVIN BISSETT
PRESSE CANADIENNE

MONCTON — L'entente visant à renouveler le rôle du Canada dans le commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) n'a pas encore été finalisée et fera l'objet d'un débat à la Chambre des communes avant sa signature, a assuré Stephen Harper hier.

Le premier ministre réagissait aux informations selon lesquelles Ottawa aurait confirmé la participation du pays à cette alliance militaire dans un accord qui donnerait au pays de nouvelles responsabilités pour protéger les côtes des attaques terroristes.

Des questions à ce sujet ont été soulevées après que les autorités américaines eurent annoncé que le ministre fédéral de la Défense, Gordon O'Connor, ainsi que l'ambassadeur américain au Canada, David Wilkins, avaient signé les papiers renouvelant l'entente, vendredi, à Ottawa.

Mais le porte-parole du ministère canadien de la Défense nationale, Étienne Allard, a indiqué hier que la signature marquait plutôt la fin des négociations et qu'il s'attendait à ce que l'accord soit débattu aux Communes d'ici quelques jours.

Ottawa aurait accepté de donner à NORAD d'autres responsabilités, celle de garder un oeil sur les côtes d'Amérique du Nord pour prévenir toute possible attaque terroriste en mer, ainsi que celle de surveiller les bateaux des trafiquants de drogue ou des passeurs d'immigrants illégaux.

De passage à Drummondville hier, le chef de l'opposition libérale, Bill Graham, a indiqué que son parti appuierait le nouvel accord s'il correspondait aux ébauches sur lesquelles le gouvernement de Paul Martin travaillait avant d'être défait, le 23 janvier.

« Ce qui est décevant, c'est que, pendant la campagne électorale, M. Harper et la plate-forme conservatrice ont fait continuellement référence au fait que nous ne soumettions pas les (traités internationaux) au vote de la Chambre des communes », a affirmé M. Graham.

NORAD, l'alliance canado-américaine qui engage les deux parties à surveiller le ciel nord-américain, a été mis sur pied en 1958 pour protéger le Canada et les États-Unis d'éventuelles attaques de l'ex-Union soviétique.

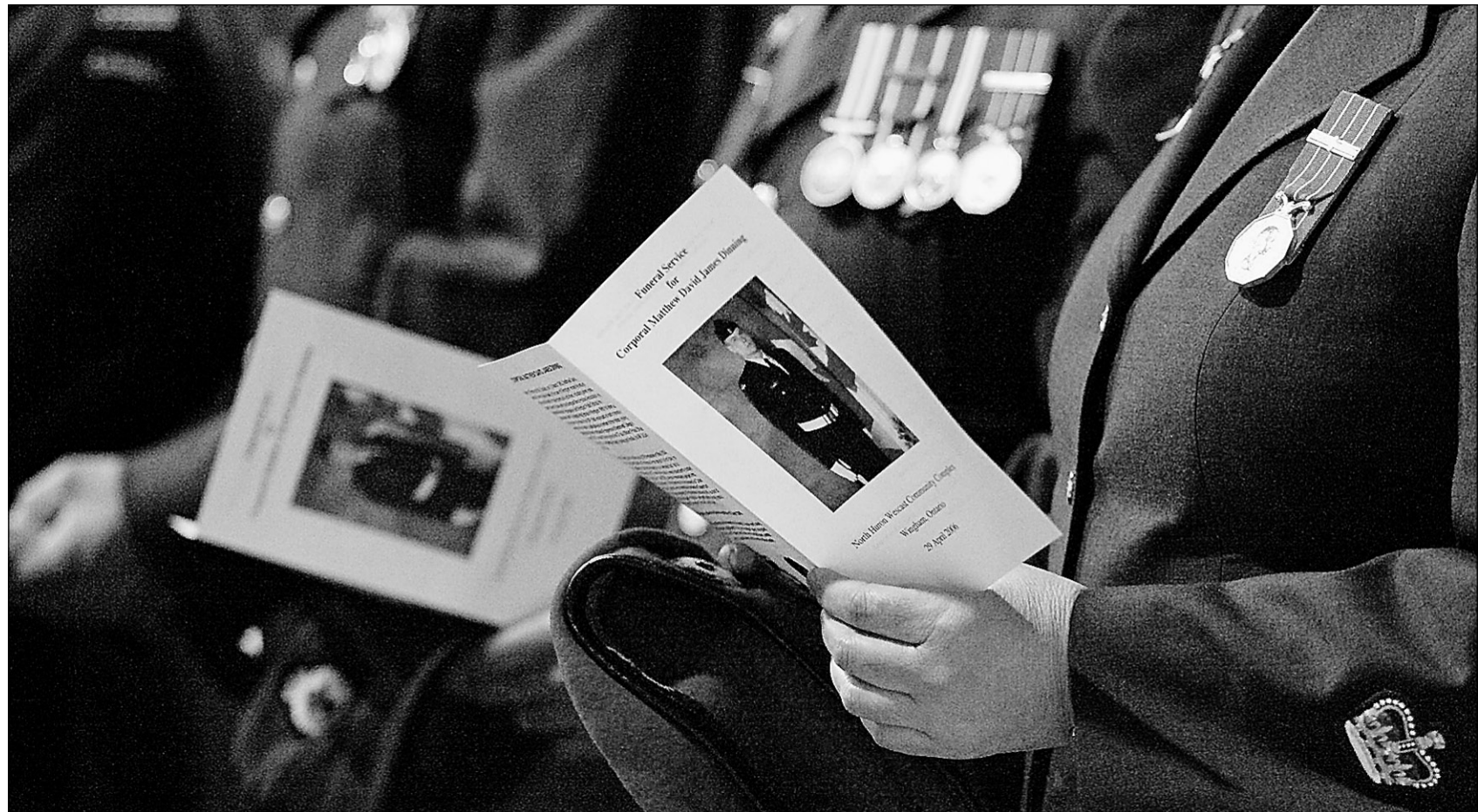


PHOTO FRANK GUNN, PC ©

Un membre de la police militaire tient le programme des cérémonies marquant les funérailles du caporal Matthew Dinning hier à Wingham, en Ontario.

Le père de l'un des soldats tués critique Stephen Harper

PRESSE CANADIENNE

WINGHAM, Ontario — Le père du caporal Matthew Dinning, l'un des quatre soldats tués en Afghanistan en fin de semaine dernière, a ouvertement critiqué le premier ministre Stephen Harper.

Un hommage au jeune soldat Dinning a été rendu dans une présentation vidéo qui visait aussi à critiquer la façon dont le gouvernement régit le retour de ses soldats morts au combat.

Lincoln Dinning a dit devant les 2300 proches parents et amis de son fils que celui-ci était parfaitement au courant des risques

de son métier et qu'il est mort en faisant ce qu'il aimait.

Au cours d'une cérémonie qui a duré plus de deux heures, il a présenté des vidéos amateurs où l'on voit son fils chanter l'hymne national à l'âge de 6 ans, jouer le rôle de Robin des bois dans une pièce de théâtre à l'école et prononcer un discours lors d'un mariage.

Des séquences du retour de la dépouille du jeune homme de 23 ans à la base des forces canadiennes de Trenton ont également été montrées, une vidéo que les médias ont dû capter à travers une clôture de barbelés parce que le gouvernement con-

servateur leur avait interdit l'accès à la cérémonie de rapatriement.

« Je veux maintenant vous présenter quelques images vidéo que M. Harper ne vous aurait pas laissés voir, des séquences du retour de Matthew au pays », a dit M. Dinning. Quelques semaines avant la mort de son fils, il avait écrit une lettre au premier ministre pour déplorer que les drapeaux ne soient pas mis en berne sur la colline parlementaire lorsque des soldats sont tués au combat.

« Matthew m'avait parlé de ça et ça m'avait mis en colère. C'est pourquoi on avait écrit cette let-

tre, a expliqué le père de la victime. Je n'ai jamais reçu de réponse. » Matthew Dinning, officier de la police militaire, a été tué avec trois de ses compagnons d'armes alors qu'il avait le mandat de veiller à la sécurité du brigadier-général David Fraser. Une bombe en bordure a fait exploser leur véhicule peu après qu'ils eurent aperçu le brigadier-général en sécurité à bord d'un hélicoptère militaire.

« J'étais content d'apprendre (que Fraser était sain et sauf) parce que ça voulait dire que Matthew avait bien fait son travail jusqu'à la fin », a dit M. Dinning.

Le Bloc québécois sera conciliant sur le budget

PATRICE BERGERON
PRESSE CANADIENNE

Le Bloc québécois sera conciliant dans le débat sur le budget fédéral, qui sera présenté mardi.

En entrevue à NTR, Gilles Duceppe a indiqué que son parti rejettera le budget conservateur seulement s'il ne contient strictement rien sur le règlement du déséquilibre fiscal sur l'environnement, sur l'assurance-emploi et sur l'éducation postsecondaire, ou alors s'il ne prévoit de l'argent que pour l'armée.

Autrement, il a assuré que le Bloc agira de façon responsable

et demeure prêt à ménager des compromis. Le gouvernement conservateur est minoritaire en Chambre et les partis d'opposition peuvent le renverser au moment du vote sur le budget.

Le leader bloquiste espère notamment que le budget conservateur comportera une feuille de route et quelques gestes pour régler le déséquilibre fiscal.

De même, M. Duceppe souhaite que les conservateurs donnent suite à leur engagement d'aider les travailleurs âgés qui se retrouvent au chômage, selon un amendement proposé par le Bloc au récent discours du Trô-

ne. Enfin, le dirigeant souverainiste s'attend à retrouver des mesures environnementales, comme un crédit d'impôt pour les usagers des transports en commun.

D'autre part, M. Duceppe a réagi aux propos tenus hier par Michael Ignatieff, candidat à la direction du Parti libéral du Canada, selon qui le Bloc est en baisse au Québec parce qu'il représente une politique sans issue.

M. Duceppe a soutenu que Michael Ignatieff est un vrai libéral puisqu'il fait preuve d'arrogance. Il a soutenu que ce sont les

libéraux qui sont en chute libre, puisqu'ils ont obtenu 20 % des voix au Québec aux élections de 2006 tandis que son parti en a récolté 42 %.

« Il devrait faire ses devoirs. Les libéraux n'ont jamais été aussi faibles au Québec », a-t-il déclaré.

M. Duceppe affirme que l'arrogance de Michael Ignatieff mènera le Parti libéral aux mêmes résultats.

Enfin, il demande au candidat libéral d'expliquer pourquoi la souveraineté est un concept valable pour le Canada et non pour le Québec.

BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins
braultetmartineau.com

On s'occupe de vous

Gagnez

l'un des

500

BILLETS
POUR ASSISTER
AUX 3 JOURS DU

GRAND PRIX DU CANADA

CE BILLET VOUS PERMET:

- D'AVOIR ACCÈS À LA TENTE V.I.P. BRAULT & MARTINEAU
- D'ÊTRE SUR LE SITE PENDANT 3 JOURS



BRAULT ET MARTINEAU FOURNISSEUR OFFICIEL DES
TÉLÉVISEURS ET MAGNÉTOSCOPIES DU GRAND PRIX DU CANADA



SAMSUNG

27 po



Ensemble cinéma maison
de 800 watts avec téléviseur
à écran plat DynaFlat^{MD}

- ♦ Récepteur-lecteur de DVD pouvant lire les formats DivX/MP3/WMA et JPEG
- ♦ 5 haut-parleurs et un subwoofer
- ♦ Filtre-peigne numérique, entrée S-VHS à l'avant.

Livraison gratuite.
12 mois de garantie.

Base pour téléviseur 199 \$

Supports pour haut-parleurs 99 \$/la paire

PUISSANCE DE
800
WATTS

ÉCRAN
PLAT

Carrousel
à 5 DVD



20 po



Téléviseur ACL

Rapport de contraste 400:1, filtre-peigne numérique,
entrée pour PC, compatible avec la télévision
haute définition 480i/480p.

12 mois de garantie

Aussi offert: 15 po 13,31 \$/mois ou 479 \$

16⁶⁴\$ | ou 599 \$
par mois |

Support de table inclus



SAMSUNG 16:9 MP3

Lecteur de DVD portable
avec écran ACL de 7 po
Lecture de formats WMA
et JPEG, pile au lithium.

12 mois de garantie

229 \$



19⁴²\$
PAR
MOIS
OU
699 \$
Téléviseur et ensemble cinéma maison



SAMSUNG HDMI DTS DOLBY DIGITAL

Lecteur DVD à haute définition
Conversion HD (720p/1080i), sortie HDMI,
lecture de formats JPEG et DivX, boîtier mince.

12 mois de garantie

149 \$

«LE CHOIX DES CHAMPIONS»



SHARP MP3

Microchaîne de 180 watts avec changeur à 5 CD
Syntoniseur numérique AM/FM, système X-BASS,
lecture de formats MP3/CD/RW et WMA,
connexion USB, télécommande.

12 mois de garantie

179 \$



Panasonic LUMIX

Appareil photo numérique de 5,0 mégapixels
avec écran ACL de 2,0 po

Zoom optique 3x, mémoire intégrée de 14 Mo.

12 mois de garantie

8³¹\$ | ou 299 \$
par mois |

Système central
BEAM

Aspirateur central Atlantis^{MD}

de 14 po de diamètre
Force d'aspiration de 520 watts-air, cuve
à poussière d'une capacité de 25 litres,
prise utilitaire sur unité motrice.
Édition limitée.

Livraison gratuite.
36 mois de garantie.



Accessoires à air
réguliers inclus



16⁶⁴\$ | ou 599 \$
par mois |

36

VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN AVRIL 2009

SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES



Livraison gratuite 7 jours sur 7
dans un rayon de 200 km*

*Détails en magasin.

BROSSARD Tél.: (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél.: (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades)
KIRKLAND Tél.: (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél.: (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél.: (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél.: (450) 470-0815 • 145, Rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél.: (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél.: (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades)
SAINT-LÉONARD Tél.: (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINT-THÉRÈSE Tél.: (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

HEURES D'OUVERTURE:

Lundi au vendredi 9 h à 21 h

Samedi 9 h à 17 h

Dimanche 10 h à 17 h

Desjardins partenaire
officiel de Braault & Martineau



braultetmartineau.com

Soyez en ligne avec:

- Nos promotions
- Nos guides conseils
- Nos idées-cadeaux
- Nos albums-photos et événements
- NOS CONCOURS WEB

A UN CLIC DE CHEZ VOUS

À UN CLIC DE CHEZ VOUS



*Achat d'un appareil électronique requis. Une paire de billets par gagnant totalisant 250 gagnants. Pour être déclaré gagnant, chaque participant devra avoir répondu correctement à une question d'habileté mathématique. Règlements et détails en magasin. Pour une méthode alternative de participation gratuite, veuillez consulter les règlements du concours disponibles en magasin.

†Prix en vigueur jusqu'au dimanche 30 avril 2006. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin.

Termes et conditions de la vente: achat minimum requis de 299\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat.

SUITES DE LA UNE

Revivre le 11 septembre

HÉTU
suite de la page A1

Les gens me disaient d'en revenir. Je n'ai jamais pu. » Alice Krause a donc revécu le 11 septembre grâce au film du réalisateur britannique Paul Greengrass, qui raconte le détournement de l'avion destiné à détruire le Capitole, à Washington. La New-Yorkaise de 66 ans en est ressortie plutôt requinquée. Elle a vu une « affirmation » dans la révolte des passagers qui a précédé l'écrasement de l'appareil dans un champ de Pennsylvanie.

« J'ai eu l'impression de faire corps avec eux », a-t-elle dit. Alice Krause n'est pas la seule New-Yorkaise à avoir eu cette réaction. « Je l'avoue avec un certain embarras, mais j'ai tiré une fierté de les voir se soulever », dit Fleur Medbery, New-Yorkaise de 61 ans, en parlant des passagers. « J'ai trouvé que le film a été fait avec goût, ce qui était très important, et avec autant de précision que possible. »

United 93 n'est pas un film comme les autres, surtout pas à New York. Joué par une bande d'acteurs anonymes, il a reçu un accueil des plus révérencieux dans la presse américaine. De même que Fleur Medbery, les critiques lui ont salué la sobriété, le bon goût et le sérieux de Paul Greengrass. Cette quasi-unanimité, sur un sujet aussi explosif, est un phénomène en soi.

Quand le New York Post et le New York Times s'entendent sur le sens à donner au 11 septembre, il y a anguille sous roche. United 93 est un film exceptionnel, jugé politiquement correct à droite comme à gauche !

Heureusement, quelques voix discordantes s'élèvent, dont celle du critique new-yorkais Ron Rosenbaum. Dans un texte publié sur le site du magazine Slate, Rosenbaum rappelle que la télévision américaine a déjà diffusé deux films sur le vol United 93, The Flight that Fought Back,

film du réalisateur américain Oliver Stone qui racontera la journée dramatique de deux policiers piégés dans une tour, de leurs sauveteurs et de leurs familles. Le long métrage mettra en vedette Nicolas Cage dans le rôle d'un sergent du NYPD.

Critiqué à gauche comme à droite pour JFK et Nixon, Stone se défend d'avoir fait un film politique. Malgré un penchant avoué pour les théories de la conspiration, il décrit World Trade Center comme un document de 24 heures sur la vie de deux policiers. On verra bien.

ce soit pour justifier la guerre en Irak ou sa réélection à la Maison-Blanche. Le cinquième anniversaire des attentats surviendra trois mois avant les élections parlementaires de mi-mandat, qui pourraient coûter aux républicains leur majorité au Congrès.

Le président Bush pourrait donc tenter d'utiliser le 11 septembre pour raviver la flamme patriotique de ses concitoyens, mais cette stratégie n'est peut-être plus tellement efficace. Selon les sondages, la popularité du chef de la Maison-Blanche est en chute libre, tout comme sa crédibilité. À New York, en tout cas, le rappel du 11 septembre n'est vraiment pas à l'avantage du républicain en chef.

« Quand je pense au 11 septembre, ce n'est plus la mort de mes concitoyens qui m'attriste le plus, dit Fleur Medbery, croisée à la sortie de United 93. Ce qui m'attriste plus, c'est tout ce que le président Bush a fait par la suite au nom des victimes du 11 septembre. »

Le sujet la déprime, mais elle en redemande, comme Matt Mulligan, qui a également vu United 93 vendredi après-midi.

« Le matin du 11 septembre, j'étais à trois coins de rue du World Trade Center, a dit l'informaticien de 56 ans. J'ai perdu des amis dans les tours. La ville et le monde ne sont plus les mêmes depuis ce jour.

United 93 est un film exceptionnel, jugé politiquement correct à droite comme à gauche! Heureusement, quelques voix discordantes s'élèvent.

sur Discovery, et Flight 93, sur A&E.

Ainsi, selon Rosenbaum, la vraie question ne serait pas de savoir si United 93 arrive trop tôt, mais bien s'il n'y a pas trop de films sur le 11 septembre 2001. « Se peut-il que les trois films (sur le vol United 93) soient le symptôme de notre manie des fables de rédemption qui nous empêche de voir les vraies dimensions de la tragédie ? » Très bonne question.

United 93 sera suivi au mois d'août par World Trade Center, le

En attendant, on peut rappeler que World Trade Center sortira un mois, jour pour jour, avant le cinquième anniversaire du 11 septembre. Les médias ne manqueront pas de souligner l'événement à grand renfort d'images, de témoignages, de commentaires. Tout ce battage aura un poids politique, c'est indéniable. Lequel ? La réponse est beaucoup moins évidente.

Au cours de son premier mandat, le président George W. Bush a toujours tiré un avantage politique du 11 septembre, que

Du tabac en sachets pour se conformer à la loi

TABAC
suite de la page A1

L'utilisateur place ce sachet dans sa bouche et le jette au bout d'une quinzaine de minutes. Contrairement au tabac à chiquer, cette nouvelle formule ne stimule pas la production de salive et ne provoque pas l'envie de cracher régulièrement. Le produit est vendu dans une petite boîte de plastique qui ressemble à un paquet de menthes.

Mis en marché par la compagnie US Smokeless Tobacco (UST), le produit est offert depuis le début de l'année dans plus de 700 endroits au Québec, principalement dans la chaîne Couche-Tard et aux dépanneurs des stations Petro-Canada.

Michael G. Bazinet, porte-parole d'UST, souligne que ce produit est différent du tabac à priser ou du tabac à chiquer. « Nous vendons aussi du tabac à priser, mais ce marché est surtout populaire dans les provinces de l'Ouest. Avec Access, nous cherchons à rejoindre les fumeurs adultes qui veulent remplacer la cigarette. »

Santé Canada rappelle que ce substitut à la cigarette n'est pas sans danger. « L'usage du tabac sans fumée peut causer le cancer », note une porte-parole de Santé Canada, Carolyn-Annik Sexauer. Sur son site Internet, l'organisme souligne que les produits du tabac à mâcher sont souvent aromatisés avec « des saveurs qui attirent les enfants ».

Consommer des produits du tabac sans fumée peut causer « un cancer de la bouche (lèvres, langue, joues, plancher de la bouche et palais) et de la gorge », note Santé Canada.

M. Bazinet indique que le produit que son entreprise fabrique ne peut être considéré comme moins dommageable qu'une cigarette. « Tout ce que nous disons, c'est qu'il s'agit d'un choix différent », dit-il, ajoutant qu'UST se spécialise uniquement dans les produits de tabac sans fumée.

Il est trop tôt pour savoir si l'entrée en vigueur prochaine de la loi antitabac au Québec a une incidence sur les ventes du produit, soutient-il. « Nous n'avons pas de statistiques à l'heure actuelle. »

Ce mois-ci, les géants du tabac Philip Morris et Reynolds ont tous deux annoncé leur intention de mettre en marché des produits de tabac sans fumée. Les entreprises ne font pas de liens directs entre ces nouveaux produits et les lois antitabac qui touchent de plus en plus de villes aux États-Unis et au Canada. Cependant, elles affirment que le marché des produits du tabac sans fumée « est en pleine expansion ».

En Scandinavie, un produit semblable appelé « snus » est populaire depuis des années.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste :
nicolas.berube@lapresse.ca

Déséquilibre fiscal: l'UMC avec Québec

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'Union des municipalités du Québec (UMQ) s'engage avec le gouvernement québécois dans la bataille pour contrer le déséquilibre fiscal.

« On doit — et je l'ai offert au premier ministre Charest — épauler le gouvernement du Québec dans le règlement du déséquilibre fiscal avec le gouvernement canadien. Je vais joindre la voix de l'Union des municipalités auprès de M. Harper pour que ce déséquilibre fiscal se règle le plus rapidement possible », a déclaré hier le président de l'UMQ et maire de Sherbrooke, Jean Perreault, à l'issue des assises de l'Union.

Selon le leader municipal, il est très important que le dossier du déséquilibre fiscal se règle pour que le Québec et les municipalités québécoises touchent l'argent nécessaire pour combler leurs besoins.

Ces besoins sont « énormes », a rappelé le maire Perreault : l'assainissement des eaux, les infrastructures, la qualité des services publics comme la police, la lutte contre les incendies, les loisirs (arénas, bibliothèques, etc.), l'approvisionnement en eau potable. Quelque 60 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires partout au Canada.



Grand ménage du printemps

Surplus d'inventaire de

10%
à
50%
de rabais



Posture Deluxe
Euro plateau coussin

579\$

Matelas grand lit

NOUS PAYONS LES DEUX TAXES*



Euro plateau
Ressorts ensachés
Latex & Visco élastique

1749\$

Matelas grand lit

NOUS PAYONS LES DEUX TAXES*

Ensembles formats simple, double et très grand également disponibles

MATELAS	Ortho Ferme	F 110	À ressorts Écono	MatTech 140 C	MatTech Extra ferme	MatTech Plateau coussin	Sealy Plateau régulier	Sealy Plateau coussin	Mat Tech PT Ressorts ensachés
Simple	119\$	129\$	169\$	229\$	289\$	329\$	449\$	549\$	599\$
Double	149\$	159\$	199\$	279\$	359\$	399\$	529\$	609\$	799\$
Grand	179\$	189\$	249\$	349\$	439\$	479\$	559\$	629\$	949\$



Grand choix de lits ajustables

Nouvelle collection chez **Matelas Bonheur** avec le plus grand choix de modèles





Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Installation gratuite • Nous enlevons votre vieux matelas

Matelas BONHEUR

MAINTENANT 15 MAGASINS

BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle

BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.

CHATEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste

FLEURY 1448 rue Fleury E.

LACHENAIE 1313 Montée Masson

LASALLE 1734 boul. Dollard

LAVAL 1860 boul. le Corbusier

MONTRÉAL 5164 avenue du Parc

N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.

OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.

REPENTIGNY 85 boul. Brien

ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé

ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger

ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.

VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles NOUVEAU

www.matelasbonheur.ca

Un seul numéro pour appeler la succursale la plus près 1-877-266-4387

1 877 BONHEUR

TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT • MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES

3-3964-4893

Promotion de Printemps



ANNE KLEIN
NEW YORK

30% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Cardigan court 145.00\$
Camisole appliquée de dentelle 70.00\$
Capri 165.00\$

JONES
NEW YORK
30% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Veston 325.00\$
Camisole en soie 95.00\$
Pantalon à plis 195.00\$



TOSCANO
30% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Chemise 125.00\$
Chandail 125.00\$
Pantalon 125.00\$



4 YOU
clothing company
30% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Chemise 95.00\$
Chandail 69.00\$
Pantalon 129.00\$

POINT ZERO

20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Veston camouflé 79.00\$
Camisole brodée 35.00\$
Capri 50.00\$



Penguin®
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Cardigan sport 108.00\$
Camisole 60.00\$
Jeans taille basse avec ceinture 65.00\$



Betty Barclay
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Camisole coton froissée 150.00\$
Denim 240.00\$



MARC AUREL
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Veston - ceinture à la taille 355.00\$
Camisole brodée 125.00\$
Jupe paysanne imprimée 285.00\$

MIKK
COUTURE
50% de rabais*

MOTO
50% de rabais*

Marques renommées de printemps pour homme et femme

20 à 50% de rabais*

*marchandises sélectionnées



2 YOU
20% de rabais*
Polo 29.00\$
Chemise 49.00\$
Pantalon cargo 65.00\$



Penguin®
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Chemise 98.00\$
Pantalon en lin 125.00\$

Hörsst
DÜSSELDORF
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Chemise 95.00\$
Pantalon 115.00\$



Tommy Bahama
20% de rabais*
*marchandises sélectionnées
Chemise 148.00\$
Pantalon 160.00\$

Robes de Graduation à partir de **59.99\$**

Prix Rég. 99.99\$-299.99\$

Noter prix 59.99\$-199.99\$



Habits pour homme **50%** de rabais*

Prix Rég. 199.99\$-595\$

50% de rabais*
Noter prix 99.99\$-297.50\$

*marchandises sélectionnées



Coordonnées pour femme

Achetez un veston et obtenez un pantalon et une blouse* gratuitement

Offre d'une durée limitée

les trois pièces à partir de **68\$**

*marchandises sélectionnées



Bermudas Cargo pour homme

2 pour 30\$*

prix rég. 19.99\$ chaque

*marchandises sélectionnées

Polos pour homme

2 pour 20\$*

prix rég. 29.95\$ chaque

*marchandises sélectionnées

Camisoles pour femme

2 pour 20\$*

prix rég. 19.95\$ chaque

*marchandises sélectionnées

Jupes pour femme

2 pour 30\$*

prix rég. 29.95\$ chaque

*marchandises sélectionnées

MONTRÉAL - Centre-ville- 677 rue Ste-Catherine Ouest 514-282-4537

BOSSARD - Mail Champlain- 2151 boul. Lapinière 450-672-4537

LAVAL - Carrefour Laval - 3035 boul. Le Carrefour 450-682-4537

SAINTE FOY - Place Sainte-foy - 2450 boul. Laurier 418-652-4537

AILES
LES AILES DE LA MODE

Repasse-moi le la

À La Nouvelle-Orléans, l'après-Katrina passe par la musique



DANIEL LEMAY

ENVOYÉ SPÉCIAL
LA NOUVELLE-ORLÉANS

La plupart habitaient le District n° 9, un des quartiers les plus pauvres de La Nouvelle-Orléans. C'était avant l'ouragan *Katrina*, la pire catastrophe naturelle qui ait jamais touché une grande ville américaine. Une grande ville pauvre.

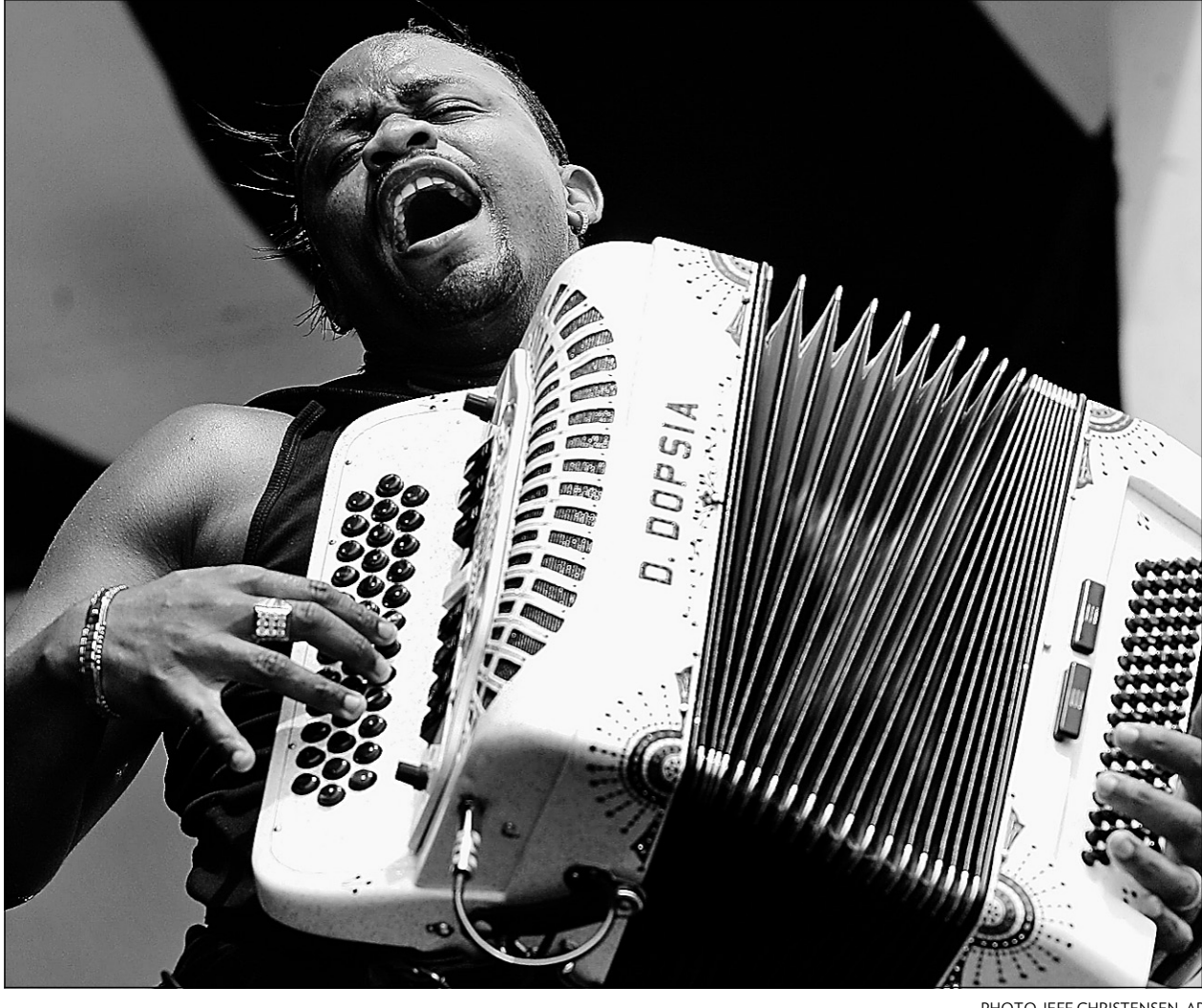
Après *Katrina*, le « 9th Ward » était toujours le quartier le plus pauvre, mais il était aussi totalement dévasté. Et les musiciens, comme le tiers de la population de la ville, étaient partis... « No choice, my man... » Partis au Texas et au Mississippi, les États voisins, plus loin même. La ville s'était vidée des forces vives qui avaient forgé son identité, établi sa définition, à ses propres yeux, aux yeux de la nation américaine et, par-delà, du monde entier.

Mais avec quatre pieds d'eau (salée) sur le plancher de la cuisine, la musique « NOLA » (New Orleans, LouisianA) — a toujours su qui elle était. Même dans le malheur. Oui, mais par où commencer ?

« Par le commencement », nous expliquait Ernest Collins, responsable des arts et spectacles au cabinet du maire de la Nouvelle-Orléans, avant l'ouverture du New Orleans Jazz & Heritage Festival, vendredi. « On a dressé des listes des musiciens qui étaient partis et où. Quand, à l'automne, la situation est revenue à un semblant de normalité, on a organisé des spectacles bénéfice auxquels assistaient beaucoup de premiers répondants, des gens qui avaient grand besoin de distraction.

« Certains musiciens sont revenus, mais plusieurs sont restés là où ils avaient trouvé de meilleures conditions de vie. Les musiciens d'ici n'ont jamais été de grands voyageurs. Parce que la musique habite chez nous, vous savez... Mais, forcés d'aller voir ailleurs, ils ont découvert des publics différents, sympathiques à leur art, et des lieux où ils pouvaient jouer pour plus que les 200, 250 \$ par soir qu'ils gagnent ici. Mais ils reviennent tranquillement... » Les musiciens louisianais comptent pour 90 % des 300 spectacles du « JazzFest ».

Quand *Katrina* a frappé, fin août 2005, il a épargné le Quartier français, qui fait le renom de la



Dwayne Dopsie, du groupe Dwayne Dopsie and the Zydeco Hellraisiers, au New Orleans Jazz & Heritage Festival, vendredi.

ville. Mais les centaines de bars — blues, jazz ou strip —, sont restés déserts longtemps. Trop longtemps au goût de Mary Beth Romig, du Bureau métropolitain de tourisme. « Les gens nous appellent encore pour savoir si l'électricité a été rétablie, si l'eau s'est retirée... C'est que les grandes

Bob Dylan a été le premier à chanter, vendredi. Fats Domino, évacué du District n° 9 et poster boy de cette année, se produira en clôture dimanche prochain.

télévisions, chaque fois qu'elles parlent de nous, repassent les images les plus sombres. » Oui, la télé est comme ça, qui montre toujours « les vraies affaires »... même quand elles ne sont plus vraies.

Puis est arrivée LA journée magique : Mardi gras. M^{me} Romig

connaît tous les mauvais chiffres, mais elle sourit : « Le Mardi gras a attiré deux fois moins de monde que d'habitude. On s'y attendait. Le tourisme est à la base de notre économie, mais l'important, c'est que le Mardi gras a redonné espoir aux résidents de La Nouvelle-Orléans. » Comme aucun politicien, aucun programme ne l'avaient fait depuis la sombre journée.

Justement, George W. Bush était en ville jeudi. Pas pour participer au festival de jazz, mais pour se faire prendre en photo avec des gars de la reconstruction. Dans le District n° 9. Le président américain est venu 10 fois à La Nouvelle-Orléans depuis *Katrina*. Les gens, toutefois, ne lui pardonnent toujours pas — non plus qu'aux élus locaux — la lamentable performance de la Federal Emergency Management Agency, l'organisme fédéral de coordination des mesures d'urgence. « *Katrina* a tout détruit et FEMA a fait le reste », lit-on sur certains t-shirts. « W » demande présente-

ment 6,4 milliards au Congrès pour la reconstruction — le système d'égout a subi à lui seul pour plus de 1 milliard de dommages : 5000 milles de tuyaux à remplacer... Le hic, c'est que la facture inclut aussi les milliards nécessaires à la continuation des opérations militaires en Irak et en Afghanistan. Devant la résistance du Congrès, Bush menace d'exercer le premier veto de sa présidence.

Entre-temps, la *Big Easy* accueille son 37^e Jazz & Heritage Festival, une affaire qui a failli ne pas avoir lieu. L'événement a été réduit de huit à six jours (sur deux week-ends), mais de grands noms sont à l'affiche. Bob Dylan a été le premier à chanter, vendredi. Fats Domino, évacué du District n° 9 et *poster boy* de cette année, se produira en clôture dimanche prochain.

Entre-temps, la Big Easy applaudira Lionel Ritchie, Paul Simon, Elvis Costello. Ce soir, c'est Bruce Springsteen, avec le premier spectacle de son hommage à Pete Seeger, intitulé *We Shall Overcome*. Un titre de circonstance pour une ville dévastée où la musique s'avère « indomptable et indestructible ».

Pertes de 2,6 milliards pour Nortel en 2005

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Nortel Networks a subi des pertes de 2,6 milliards de dollars américains en 2005, comparativement à 207 millions l'année précédente, a annoncé le géant des télécommunications, très tard vendredi soir.

Ces résultats tiennent compte du redressement des exercices 2003 et 2004 et des neuf premiers mois de 2005. Nortel, dont le nom est désormais synonyme de déboires comptables, a indiqué que le redressement de ses revenus après rectification totalisait 1,5 milliard de dollars, un montant supérieur aux prévisions de la société, qui, le 21 avril, avait déclaré qu'elle comptait ajouter 350 millions de dollars à une précédente reformulation de ses prévisions de son chiffre d'affaires de 866 millions.

En 2005, la perte de Nortel est de 59 cents par action, alors qu'elle n'était que de 5 cents par action l'année précédente. Ses produits d'exploitation ont atteint 10,52 milliards, une hausse par rapport aux 9,52 milliards de 2004.

Les pertes comprennent une charge de 2,5 milliards liée aux poursuites intentées par des actionnaires de la société, une charge de 170 millions liée à la restructuration de l'entreprise et des coûts de 47 millions découlant de la vente d'entreprises et d'actifs.

Au quatrième trimestre, les pertes de Nortel ont totalisé 2,3 milliards, ou 53 cents par action.

Ces résultats n'ont pas semblé entamer l'optimisme des dirigeants de Nortel. « Les redressements sont maintenant terminés (...) Je me réjouis à l'idée de déposer notre rapport du premier trimestre de 2006 et de redevenir un émetteur qui se conforme aux délais réglementaires, a déclaré le président et chef de la direction, Mike Zafirovski. Malgré le retard accusé, nous avons gardé le cap sur nos priorités à court terme : la transformation des activités, une intégrité renouvelée et les impératifs de croissance. »

Vendredi, Nortel a annoncé qu'elle avait dû rectifier à la baisse ses produits d'exploitation de 261 millions en 2003, de 312 millions en 2004 et de 520 millions pour les neuf premiers mois en 2005.

Elle a ajouté que les modifications se traduisaient par « une incidence négative » de 141 millions, en 2003, de 156 millions, en 2004, et de 164 millions pour les neuf premiers mois de 2005, sur le résultat net.

Personne ne mérite de vivre dans la pauvreté.

Ni les enfants, ni leurs parents
Ni les jeunes sans-abri
Ni les aînés.

SVP, faites un don aux œuvres du Cardinal Léger pour changer la face du monde...
AU QUÉBEC.



LES ŒUVRES DU
CARDINAL LÉGER

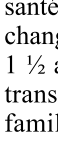
1-87 PAUVRETÉ
(1 877 288-7383)
www.leger.org



Bonjour, j'ai 2 ½ ans et je m'appelle Jérôme. Je suis un beau garçonnet plein de vie et en bonne santé. Depuis ma naissance, j'ai connu plusieurs changements de milieu de vie. Depuis maintenant 1 ½ an, je demeure dans une famille d'accueil de transition en attendant qu'on me trouve "ma famille à vie". Lorsque j'étais bébé, on m'a secoué fortement; depuis ce temps, je vais régulièrement à l'hôpital pour divers examens. Je ne connais pas encore l'ampleur des séquelles d'avoir été secoué mais je fonctionne le plus normalement possible. Si tu veux de moi dans ta vie, appelle et fais-toi connaître.

UN TOIT POUR MOI

JÉRÔME, 2 1/2 ANS



Centre jeunesse
de Montréal
Institut universitaire

Si vous habitez sur l'Île de Montréal et que vous souhaitez vous impliquer dans la vie de Jérôme ou un autre enfant vivant une situation semblable, communiquez avec madame Denyse Guay au (514) 385-2318

PERSONNES VIVANT AVEC

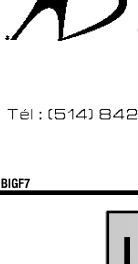
**MALADIE DE CROHN
COLIQUE ULCÉREUSE**

recherchées pour étude de marché

Compensation financière
et allocation pour transport

(514) 529-3377

3401684

**Grands Frères
Grandes Sœurs
du Grand Montréal**

Tél : (514) 842-9715 / www.gfgermtl.qc.ca

BIGF7

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2006-04-28	7/7	1	30 000 000,00 \$
	6/7+	10	55 571,50 \$
	6/7	340	1 634,40 \$
	5/7	18 342	103,00 \$
Complémentaire : 17	4/7	391 672	10,00 \$
Ventes totales : 48 105 086 \$	3/7+	366 045	10,00 \$
Prochain gros lot (appr.) : 35 000 000 \$	3/7	3 284 238	Participation gratuite

649	Tirage du 2006-04-29	49	Tirage du 2006-04-29
04 29 35 40 43 45		03 07 14 20 27 31	
Complémentaire: 09		Complémentaire: 44	

Quinté	Tirage du 2006-04-29	Finco	Tirage du 2006-04-29
3	8146	01 02 04 09 11 12 15 18 19 23	
992		29 36 37 41 51 55 56 60 61 68	

Extra	Tirage du 2006-04-28	Extra	Tirage du 2006-04-29
NUMÉRO 547586		NUMÉRO 762370	

Astro	Tirage du 2006-04-29	Jour - Mois - Année - Signe
		12 DÉCEMBRE 06 CAPRICORNE

PARIEZ SUR LES SÉRIES ÉLIMINATOIRES DE HOCKEY. DEMANDEZ LE PROGRAMME 2.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Rencontrez aujourd'hui
l'artiste en toute simplicité
de 13 h à 17 h

EXPOSITION du 30 avril
au 14 mai 2006

Galerie d'art
Richelieu

7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca
Du mardi au dimanche, de 11 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com

Segment de l'oeuvre confidence



LE TOUR DU GLOBE

AFGHANISTAN

Al-Qaeda prédit un
 « été d'enfer »

Al-Qaeda revendique dans un communiqué mis en ligne hier l'attentat à Karachi (sud du Pakistan), qui avait fait début mars cinq morts, dont un diplomate américain, et menace d'un été d'« enfer » cette année qui sera « décisive » en Afghanistan. « Des dizaines d'attentats suicide ont été menées au Pakistan et en Afghanistan dans le cadre des grandes opérations d'Al-Qaeda contre les sionistes et les croisés, dont l'attaque contre le consulat américain à Karachi, un jour avant l'arrivée de leur plus grand croisé (le président George W.) Bush », lit-on dans ce communiqué, dont l'authenticité ne peut être établie avec certitude. « Les moudjahidine dans l'émirat islamique en Afghanistan ont juré que cette année serait décisive et que l'été serait un enfer pour les soldats croisés et leurs agents parmi les apostats », ajoute le texte, signé d'« Al-Qaeda du djihad en Afghanistan ».

d'après AFP

TCHAD

Scrutin mercredi



PHOTO KAREL PRINSLOO, AP

Le président du Tchad, Idriss Deby, et sa femme, Hinda Deby, en campagne électorale hier à N'djamena.

L'élection présidentielle au Tchad se déroulera comme prévu mercredi, a affirmé hier le président de la commission électorale indépendante, Ahmad Mahamat Bashir, malgré les appels à un report du scrutin. Il a précisé que les opérations de vote débutteraient aujourd'hui dans les régions les plus reculées du Tchad, mais auraient lieu comme prévu dans la majeure partie du pays le 3 mai. L'opposition a demandé un report, affirmant que le scrutin était d'ores et déjà truqué. La commission électorale « a l'obligation d'organiser l'élection pendant le mois de mai », comme prévu dans la constitution, a expliqué Ahmad Mahamat Bashir aux journalistes.

d'après AP

GRANDE-BRETAGNE

Du pot chez le ministre Reid

Le ministre britannique de la Défense John Reid a admis hier qu'une quantité « minuscule » de résine de cannabis avait été découverte à son domicile écossais, à l'issue d'une semaine déjà désastreuse pour l'image du gouvernement Blair. « Je ne sais pas d'où vient (la drogue), ni depuis quand elle est chez moi », a déclaré M. Reid. La drogue trouvée pèse moins d'un gramme. « Ni moi ni aucun membre de ma famille ne sommes impliqués », a souligné John Reid, « et la police considère l'affaire comme close ».

d'après AFP

AFGHANISTAN

Talibans et policiers tués

Onze talibans et trois policiers ont été tués au cours d'affrontements vendredi et hier dans le sud de l'Afghanistan, selon un bilan dressé par les autorités afghanes. Une opération de ratissage menée par les forces de sécurité afghanes et la coalition dans deux districts de la province de Kandahar depuis vendredi, a mené à des affrontements avec les rebelles qui ont coûté la vie à neuf d'entre eux. Ce sont les plus lourdes pertes des talibans depuis deux semaines. « Cette opération qui se déroule depuis plusieurs jours dans les districts de Zarai et Panjwai, menée par la police, l'armée afghane et la coalition, a permis de tuer neuf éléments ennemis la nuit dernière et de faire 12 prisonniers y compris des responsables locaux des talibans », a déclaré hier le gouverneur de la province, Assadullah Khaled, au cours d'une conférence de presse.

d'après AFP

SERBIE

Pressions internationales

L'OTAN, l'Union européenne et les États-Unis, principal architecte des accords de Dayton, ont pressé hier la Serbie de se « tourner vers l'avenir » en arrêtant rapidement le fugitif Ratko Mladic et en adoptant une attitude « positive » dans les discussions sur le statut du Kosovo. Intervenant depuis les tribunes lors d'un forum sur les relations transatlantiques à Bruxelles, Vuk Draskovic, le ministre serbo-monténégrien des Affaires étrangères, a prévenu les participants que la question du Kosovo n'était « pas résolue ». « Les plans d'indépendance pour le Kosovo sont très dangereux », a averti M. Draskovic. « Il semblerait que les frontières d'une province, le Kosovo, ne puissent pas être modifiées, mais que les limites d'un pays internationalement reconnu, la Serbie, puissent l'être. Les séparatistes du monde entier observent attentivement » l'issue des négociations, a-t-il ajouté. « J'ai déjà entendu cet argument de nombreuses fois. Je ne pense pas qu'il soit exact », a répondu à l'ancien opposant à Slobodan Milosevic le représentant de la politique étrangère de l'UE, Javier Solana.

d'après AFP

L'Iran ne renoncera « jamais »
 au nucléaire, dit Ahmadinejad

SIAVOSH GHAZI

AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — Le président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahmadinejad a affirmé hier que son pays ne renoncerait « jamais » à son programme nucléaire malgré les risques de durcissement au

sement de l'uranium comme le lui demandait le Conseil dans une résolution non contraignante. Dans son rapport, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a également conclu que Téhéran ne coopérerait pas entièrement avec les inspecteurs de l'AIEA pour déterminer si son programme nu-

russe, Sergueï Lavrov, a cependant souligné que Moscou attendait des « pas concrets » de Téhéran « pour rétablir la confiance » sur le dossier du nucléaire, au cours d'une conversation téléphonique hier avec son homologue iranien, Manouchehr Mottaki. Dans son communiqué, M. Ahmadinejad a demandé aux grandes puissances de « respecter le droit de l'Iran » à mener des activités d'enrichissement d'uranium et de « renvoyer le dossier » nucléaire iranien à l'AIEA. « En tant que pays nucléaire, la République islamique est prête à discuter, aux côtés des puissances nu-

L'Organisation iranienne de l'énergie atomique entre-temps
 entrevoit le recours à des centrifugeuses plus
 perfectionnées.

Conseil de sécurité de l'ONU. « La République islamique d'Iran ne négociera avec personne sur son droit absolu d'utiliser la technologie nucléaire civile. C'est notre ligne rouge et nous n'y renoncerons jamais », a déclaré M. Ahmadinejad dans un communiqué reçu par l'AFP. « La décision de l'Iran de maîtriser la technologie nucléaire » et notamment « celle de la production du combustible nucléaire est irréversible », a-t-il dit.

Dans un autre geste de défi, le vice-président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Mohamed Saïdi, a affirmé que son pays envisageait d'utiliser des centrifugeuses plus perfectionnées pour son programme d'enrichissement d'uranium. MM. Ahmadinejad et Saïdi s'exprimaient après la remise du rapport du chef de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, au Conseil de sécurité de l'ONU, dans lequel il écrit que Téhéran n'avait pas suspendu l'enrichis-

cléaire était pacifique ou à vocation militaire. L'Iran est soupçonné, surtout par les États-Unis, de vouloir se doter de l'arme atomique, ce qu'il dément. Il est resté inflexible en dépit de l'injonction du Conseil de sécurité qui, le 29 mars, lui avait donné un mois pour suspendre l'enrichissement d'uranium. Les Occidentaux, qui continuent d'affirmer vouloir privilégier la voie diplomatique, comptent présenter dès la semaine prochaine au Conseil de sécurité une résolution contraignant légalement Téhéran à se plier à ses obligations. Aucune sanction ne serait évoquée dans l'immédiat, mais Washington, Paris et Londres sont d'accord sur un recours au chapitre VII de la charte de l'ONU. Ce chapitre, invoqué en cas de menaces à la paix, est contraignant et peut ouvrir la porte à des sanctions, voire, en dernier ressort, à une action militaire. La Chine et la Russie sont réticentes quant au recours au chapitre VII. Le chef de la diplomatie

cléaires, avec tous les États pour assurer la paix mondiale », a-t-il poursuivi. Alant dans le même sens, M. Saïdi a indiqué que « le programme d'enrichissement d'uranium conformément à la décision des plus hautes autorités du pays allait se poursuivre ». « Nous sommes prêts à reprendre volontairement l'application du protocole additionnel si notre dossier reste à l'AIEA », a-t-il ajouté. L'Iran a cessé en février l'application du protocole additionnel au traité de non-prolifération, qui permet notamment une inspection surprise des sites nucléaires. Pour tenter de mettre au point une stratégie commune face au défi iranien, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne doivent se retrouver le 2 mai à Paris au niveau des directeurs politiques. Le 9 mai, ce sera au tour des chefs de la diplomatie des six pays de se rencontrer à New York.

New York hôte d'une grande manif antiguerre



PHOTO KRISANNE JOHNSON, AFP

Le révérend Al Sharpton, l'actrice Susan Sarandon et le syndcaliste Roger Toussaint faisaient partie des quelque 300 000 manifestants (selon les organisateurs) qui ont défilé hier après-midi dans les rues de Manhattan pour exiger le retrait immédiat des troupes américaines d'Irak. La police n'a pas fourni sa propre estimation du nombre de participants. La marche, à l'appel du groupe United for Peace and Justice (Unis pour la paix et la justice), s'étendait sur un kilomètre environ. Parmi les manifestants se trouvaient le révérend Jesse Jackson ainsi que des mères de soldats tués en Irak, comme Cindy Sheehan, devenue l'une des plus virulentes opposantes à cette guerre depuis la mort de son fils de 24 ans. « Arrêtez cette guerre, ramenez les troupes à la maison », « Bush est pire que ben Laden », « Le terrorisme : c'est notre gouvernement », pouvait-on lire sur les banderoles alors que l'immense foule descendait Broadway, en plein coeur de Manhattan, sous un beau soleil printanier.

Irak: pause dans la formation d'un cabinet

PATRICK KAMENKA

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Les groupes politiques irakiens observaient hier une pause dans les négociations pour un gouvernement d'unité nationale que le premier ministre désigné Nouri al-Maliki souhaite présenter au Parlement dans une semaine.

Plus de quatre mois après les élections législatives du 15 décembre, les différents groupes parlementaires issus de ce scrutin tentaient chacun de son côté de présenter des candidats aux postes ministériels pour répondre à la volonté de M. Maliki de former un cabinet capable d'endiguer la violence endémique qui ronge ce pays.

Dhafer al-Ani, le porte-parole du Front national de la concorde, la principale formation sunnite avec 44 députés sur les 275 que compte le Parlement, a indiqué à l'AFP qu'une réunion entre les groupes politiques prévue hier avait été reportée à aujourd'hui. « Tous les groupes doivent être présents » dimanche, a-t-il précisé ajoutant que son groupe « allait présenter ses demandes », autrement dit les ministères qu'il veut occuper. Un représentant de l'Alliance unifiée irakienne (AUI, conservateurs chiïtes), forte de 128 élus, le député Abbas al-Bayati, a confirmé l'absence de

rencontre hier pour négocier la composition du futur gouvernement. Les discussions clés se focalisent sur les ministères de l'Intérieur et de la Défense.

« Les Kurdes ont demandé d'arrêter les négociations jusqu'à aujourd'hui pour leur permettre de négocier entre eux sur le choix des ministères », a dit M. Bayati à l'AFP. Selon lui, les négociations au sein de l'AUI se poursuivent affirmant que les groupes politiques sunnites « souhaitent

Les discussions clés se
 focalisent sur les ministères de
 l'Intérieur et de la Défense.

obtenir le portefeuille de l'Intérieur ou de la Défense, ainsi que deux autres importants ministères » sans préciser lesquels. Pour sa part, Kassem Daoud de la liste du chiïte laïque Iyad Allaoi (Liste nationale irakienne, 25 sièges), a exprimé l'« espoir que les ministères de l'Intérieur ou de la Défense soient confiés à des forces non sectaires et ne dépendant pas des partis politiques ».

L'actuel ministre de l'Intérieur, le chiïte Bayane Jabr Soulagh, fait l'objet de criti-

ques de la part de la communauté sunnite, qui l'accuse de couvrir les exactions anti-sunnites au sein des forces de sécurité. Washington, qui souhaite la formation d'un gouvernement d'union nationale, a annoncé qu'il prêterait la plus grande attention aux titulaires des ministères liés à la sécurité. Le premier ministre désigné, un chiïte, numéro deux du parti Dawa, s'était donné mardi deux semaines pour former son gouvernement. M. Maliki, qui a succédé à Ibrahim Jaafari, dispose de 30 jours depuis sa nomination samedi dernier pour présenter son cabinet.

Le précédent gouvernement comprenait 36 ministres et secrétaires d'État, dont 18 étaient occupés par des chiïtes, neuf par des sunnites, huit par des Kurdes et un par des chrétiens. Au chapitre des violences, sept Irakiens, en majorité des policiers et des soldats, ont été tués et 20 autres blessés hier dans plusieurs attaques dans le pays. En outre, les corps de 17 personnes, tuées par balle, ont été découverts à Bagdad et dans le sud de la capitale.

L'armée américaine a par ailleurs annoncé la mort de deux de ses soldats, l'un tué jeudi au nord de Bagdad, l'autre hier au sud-ouest de la capitale.

ÉDITORIAUX

Remettez un pilote dans l'avion



ARIANE KROL

Depuis plus d'un an et demi, le Canada n'a plus de commissaire pour traiter les réclamations des passagers aériens. La dernière en date, Liette Lacroix Kenniff, a terminé son mandat le 30 septembre 2004 et n'a jamais été remplacée.

L'Office des transports du Canada reçoit toujours les plaintes, sauf qu'il n'a pas le même poids. C'est un peu comme si le Bureau du vérificateur général du Canada continuait d'enquêter, mais n'avait plus de vérificateur principal pour rédiger de croustillants rapports et alerter l'opinion publique.

Ottawa a doté l'Office des transports d'un commissaire aux

Le nombre de plaintes a augmenté de 21 % l'an dernier.

plaintes en juillet 2000 pour protéger les consommateurs après la fusion entre Air Canada et Canadien International. Sa pertinence ne s'est pas démentie depuis. Les deux tiers des plaignants qui s'adressent à l'Office obtiennent un meilleur règlement que ce que le transporteur leur avait offert à l'origine, indique l'agence fédérale.

Il y a cependant des dossiers que même les enquêteurs n'arrivent pas à régler. En 2003, la commissaire Lacroix Kenniff a dû intervenir personnellement auprès de sociétés comme Air Transat et SkyService pour qu'ils indemnisent les voyageurs lésés. Et comme son prédécesseur, l'ancien arbitre de la LNH Bruce Hood, elle ne s'est pas gênée pour criti-

Vertigineuse ascension



MICHÈLE BOISVERT

Notre dollar vient de connaître l'une de ses meilleures semaines au plan des gains par rapport au billet vert. Plusieurs éléments ont concouru pour soutenir le huard dans son ascension. Cela s'est amorcé faiblement lundi en prélude à la décision de la Banque du Canada attendue le lendemain. Même si la hausse de taux décrétée mardi était largement anticipée, la teneur du communiqué accompagnant la décision a donné une nouvelle impulsion au dollar canadien. Plusieurs experts qui misaient sur une pause prochaine se sont ravisés : le ton de la Banque indiquait plutôt que le resserrement n'était pas terminé. Comme si la conjoncture ne suffisait pas, voilà que mercredi, Statistique Canada révise à la hausse son évaluation de la productivité canadienne. Estimé initialement à 1,1 %, le taux de croissance de la productivité en 2005 a été finalement établi à 2,2 %, soit la meilleure performance annuelle depuis 2000. Il fallait s'y attendre, ce bond de la productivité s'est répercuté sur notre devise, qui a pris encore un peu plus d'altitude.

Jeudi, alors que David Dodge, le gouverneur de la Banque du Canada, exprimait ses inquiétudes face à une reprise de l'inflation, Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, envisageait un ralentissement prochain de l'économie américaine. Ces opinions témoignaient des divergences des deux hommes quant à l'établissement de la politique monétaire dans leur pays respectif. Si les Canadiens doivent se préparer à d'autres haus-

ser l'industrie aérienne. Son dernier rapport dénonce les transporteurs qui « ne semblent pas sentir le besoin de respecter leurs horaires, tentent constamment d'échapper à leur obligation de compenser les clients de façon équitable » et « ne se donnent pas la peine de tenir les passagers au courant de la situation lorsque le retard d'un départ se prolonge pendant des heures, voire des jours ».

Le commissaire, on le voit, est loin d'être décoratif. Le gouvernement libéral avait pourtant décidé d'abolir le poste l'an dernier, tout en laissant le traitement des plaintes à l'Office. Cette décision n'a cependant jamais été officialisée, puisqu'elle faisait partie d'un projet de loi mort au feuillet avant les élections. Il est encore temps pour le ministre des Transports, Lawrence Cannon, de renverser cette décision.

L'absence de commissaire n'entraîne pas seulement une perte d'influence, mais aussi de visibilité. Le bilan des plaintes reçues en 2005 sera, comme l'année précédente, enfoui dans le rapport annuel de l'Office des transports, sans recommandation ni commentaire personnel. Pourtant, le besoin d'envoyer un signal clair à l'industrie aérienne est plus criant que jamais. L'agence a reçu plus de 1300 plaintes l'an dernier, une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente.

À moins de circonstances exceptionnelles, comme le SRAS en 2003, les Canadiens vont continuer à prendre l'avion, et de plus en plus. Les transporteurs, eux, vont continuer à chercher de nouvelles façons de réduire leurs coûts. Il faut donc s'attendre à une augmentation du nombre de plaintes. Elles ne seront pas toutes fondées, bien sûr. Cependant, l'expérience montre que même les clients dans leur droit ont de la difficulté à se faire indemniser. Le moment est donc bien mal choisi pour faire l'économie d'une figure forte capable de rappeler les transporteurs à l'ordre.

ses, les Américains peuvent entrevoir une pause prochaine. Il n'en fallait pas plus pour que le huard reparte de plus belle, un élan qui allait se poursuivre vendredi. Résultat : le dollar canadien se négocie à des niveaux jamais atteint depuis 28 ans. De quoi donner le vertige.

Si la vigueur de notre devise fait le bonheur des vacanciers et de tous ceux qui prévoient un séjour au sud de notre frontière, il en est tout autrement des exportateurs canadiens qui doivent composer avec la montée rapide du dollar. Une montée qui s'explique par la robustesse de l'économie canadienne, la vigueur de l'économie mondiale et le renchérissement des produits de base. Aussi préoccupée qu'elle puisse l'être par la résurgence de l'inflation, la Banque du Canada doit aussi tenir compte de l'impact d'un dollar élevé sur la santé future de notre économie. Dans sa plus récente enquête sur les perspectives des entreprises, la moitié des firmes interrogées se sont dites désavantagées par la montée du dollar. Ces entreprises étaient parmi celles dont les intentions d'investissement et d'embauche étaient parmi les plus faibles. Il est évidemment difficile de planifier sa croissance lorsque les marges bénéficiaires sont mises à rude épreuve. Jusqu'où David Dodge peut-il continuer à hausser les taux sans risquer de faire dérailler l'économie canadienne ? Cette question, de nombreux économistes la posent et sont visiblement inquiets des conséquences possibles d'un tour de vis trop prononcé.

La manoeuvre est délicate et la Banque du Canada doit faire preuve d'énormément de doigté. Comme les effets des hausses successives se répercutent avec un certain retard sur l'économie, on ne saura que dans quelques mois si David Dodge s'est avéré un habile conducteur.



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

Du canal de Panama au Saint-Laurent...

Montréal et Halifax pourraient devenir des partenaires comme portes d'entrée de l'Asie en Amérique du Nord

BRIAN LEE CROWLEY



L'auteur (Brian Lee-Crowley@aims.ca) est président du Atlantic Institute for Market Studies (www.aims.ca) un groupe de réflexion sur la politique sociale et économique établi à Halifax.

Qu'est-ce que l'annonce de cette semaine concernant les projets d'élargissement du canal de Panama a à voir avec nous dans l'est du Canada ? En fait, c'est un signe de plus que le système mondial du commerce, qui fluctue continuellement, s'apprête à faire de Montréal et de Halifax des partenaires comme portes d'entrée de l'Asie en Amérique du Nord.

Le commerce entre ces deux régions est en plein essor. Des détaillants tels que Wal-Mart et Canadian Tire achètent une bonne partie de leurs marchandises

tera de deux millions par année.

Alors, pourquoi ne pas faire passer tout simplement l'excédent par le canal de Panama vers les ports de l'Atlantique ? C'est que le canal de Panama fonctionne déjà à pleine capacité.

Les cargos porte-conteneurs ne cessent de grossir aussi. Les plus gros navires actuels transportent environ 10 500 équivalents vingt pieds (EVP), unité couramment utilisée pour mesurer la capacité d'un porte-conteneurs ou d'un terminal, alors que les navires de nouvelle génération pourront bientôt transporter 12 000 et 15 000 EVP. Les plus gros navires qui peuvent transiter à l'heure actuelle par le canal de Panama ont une capacité d'à peu près 4000 EVP.

C'est la raison pour laquelle le président de Panama, Martin Torrijos, a fait connaître les projets visant à augmenter la capacité du canal. Mais il doit d'abord obtenir l'assentiment du peuple lors d'un référendum national. Et puis, les experts s'entendent pour dire qu'il a grandement sous-estimé le temps et l'argent nécessaires à l'agrandissement du canal. De plus, le ca-

canal de Panama sera le canal de Suez. Ce canal peut accueillir les plus gros navires actuels et il dispose de capacité. Même si l'élargissement du canal de Panama se réalise, Suez sera compétitif. Un navire se rendant de Hong Kong à New York doit parcourir seulement 300 milles de plus s'il passe par Suez plutôt que par Panama. Suez est un choix imbattable pour le sud de la Chine, les « tigres » asiatiques et l'Inde.

Par conséquent, la côte atlantique du Canada (y compris le bassin du Saint-Laurent) a maintenant une chance d'obtenir un trafic asiatique qui n'avait pas l'habitude de la fréquenter. Selon une estimation, chaque conteneur débarqué dans un port canadien crée 1000 \$ en activité économique. Et il y aura des millions de conteneurs cherchant un accès en Amérique du Nord.

Halifax et Montréal

Halifax et Montréal sont accoutumés à se voir comme concurrents pour le trafic européen. Une occasion de proportions colossales s'offre maintenant à nous, mais uniquement si nous travaillons ensemble.

Les navires géants qui transportent tous ces conteneurs ne peuvent pas remonter le Saint-Laurent, car le fleuve n'est pas assez profond. Halifax peut recevoir les plus gros navires, il dispose de capacité et il est le premier port d'escale nord-américain sur la route la plus courte depuis la Méditerranée jusqu'à New York. Mais Montréal est le centre du système de distribution continental qui fait l'envie d'une bonne partie du reste de l'Amérique du Nord et la plupart des sorties d'accès depuis Halifax convergent vers Montréal, par le CN et la Transcanadienne. Une navette océanique rapide pourrait transporter les conteneurs directement au port de Montréal. Nous

avons besoin l'un de l'autre pour créer une chaîne logistique capable de concurrencer le reste du continent.

La complémentarité de Halifax et de Montréal est la seule chance qui s'offre à l'est du Canada de participer à la formidable occasion créée par l'évolution des routes commerciales et l'utilisation de navires de plus en plus gros. Si nous échouons, les capitaines de ces navires nous feront des bye-bye en se dirigeant vers des ports américains tels que New York et Norfolk.

Si nous échouons, les capitaines de navires porte-conteneurs nous ferons des bye-bye en se dirigeant vers des ports américains tels que ceux de New York et de Norfolk.

en Chine et auprès des « tigres » asiatiques. Voitures, téléviseurs, ordinateurs et autres produits sortent de leurs usines pour être vendus à nos consommateurs.

Le gros de ces marchandises doit être transporté par bateau. Le commerce par voie océanique entre l'Asie et l'Amérique du Nord présente une croissance d'environ 15 % par année. Mais les ports de la côte Ouest n'en peuvent plus. Après 2008, le nombre de conteneurs qui ne pourront plus transiter par les ports de la côte Ouest augmen-

tal devra exiger des péages plus corsés, ce qui rendra d'autres routes plus attrayantes. Même M. Torrijos admet qu'il faudra 10 ans pour réaliser le projet, et cela, en faisant l'hypothèse d'un empressement peu caractéristique du Panama.

Ainsi, pendant au moins une décennie et probablement pendant plus longtemps encore, la meilleure route pour les millions de conteneurs destinés à l'Amérique du Nord qui ne pourront pas transiter par les ports de la côte Ouest ni par le

À VOTRE TOUR

Apprendre à tout âge...

LETTRE DE LA SEMAINE

MARTINE DELSEMME
L'auteure est conseillère pédagogique.

Je suis conseillère pédagogique, ex-enseignante, maman et grand-maman, et tout ce qui touche à l'instruction et à l'éducation ne cesse de m'interpeller et de me fasciner. Bien des questions que j'ai pu me poser à propos de l'apprentissage trouvent leur essence dans ce que je constate au niveau du développement de ma petite-fille Adélaïde. Adélaïde ne cesse de m'émerveiller par son intelligence, la vivacité et la fraîcheur de ses propos. Bien qu'elle n'ait que 3 ans, son vocabulaire foisonne de mots riches qu'on n'entend pas communément chez les enfants de son âge. Elle me demande si on va « rejoindre » sa maman. Elle m'avertit de faire attention à tel article qui est très « fragile ». Elle se réfère à tel personnage comme étant un « coquin » et à tel autre comme étant « mignon ». Au téléphone, avant de me passer sa maman, elle me dit « un instant, s'il te plaît ». Aujourd'hui encore, parlant d'un de ses personnages favoris, elle a formulé la phrase suivante : « Il ne peut s'empêcher *de croire* que les licornes existent. »

La parole a pris le relais

Oui, elle n'a que 3 ans depuis le 23 septembre. Jusqu'à l'âge de 2 ans, le langage d'Adélaïde était très limité. Et puis, il s'est produit un déclin, une espèce de magie qui s'est opérée à travers la parole. La parole a pris le relais des mots engrangés dans sa petite tête et, depuis lors, semaine après semaine, je n'ai cessé de constater des progrès. Un débit de plus en plus rapide. Les fragments de phrases de deux ou trois mots du genre « auto mémé » bientôt remplacés par de petites phrases bien comprises par ses parents, et puis d'autres plus complexes et de plus en plus claires et articulées, comprises de tous. Je me souviens de cette phrase parfaite énoncée alors qu'elle n'avait que deux ans et demi, en réponse à une question que je lui avais posée pour savoir si elle avait bu du lait : « Non, Mémé, je n'en ai pas encore bu aujourd'hui. » Fascinant ! Forme négative correcte, bon usage du pronom et en emploi parfait du participe passé. Je sais, c'est sans doute ma formation d'enseignante qui me fait voir la chose sous cet angle...

Le plus touchant pour moi s'est produit le jour de Noël lorsque j'ai posé ma question



L'auteure de la lettre de la semaine, Martine Delsemme (à droite), et la « grande » Adélaïde sur ses genoux, en compagnie de la mère de celle-ci, Caroline Schoofs, et de la petite Orphée.

habituelle (de mémé un peu gâteuse) : « Adélaïde est le bébé de qui ? » Adélaïde, accoutumée à cette question (c'est ma prérogative de grand-mère) me répondait invariablement : « À mémé ! » pour mon plus grand bonheur. Or, ce jour de Noël,

« Je crois que chez tout être humain sommeille un potentiel d'apprentissage extraordinaire qu'il faut absolument cultiver et stimuler. »

son papa ayant intercepté ma question, suggéra plutôt : « À papa ! » Ce qu'Adélaïde répéta aussitôt. Je simulai alors une profonde déception d'avoir été en quelque sorte détrônée dans son cœur, ce qui ne la laissa pas insensible. Elle se ravisa immédiatement après, cherchant à me rassurer : « Non, mémé, c'est une blague. Adélaïde n'est pas le bébé de papa. Adélaïde est le bé-

bé de mémé. » J'en suis restée bouche bée. Cette notion de « blague » chez une enfant de 3 ans et cette urgence de réparer une situation susceptible de causer de la peine à sa « mémé ». Assez spécial, non ?

Il faut dire que parallèlement à ces apprentissages remarquables d'une enfant de 3 ans, je me pose aussi plein de questions sur ceux de nombreux élèves de français, langue seconde dans nos écoles, qui, même en cinquième secondaire, après 11 à 12 années d'exposition au français, continuent de dire : « j'ai allé », « je suis 16 ans » et « je suis fini ». Il paraît que c'est de la fossilisation. Un peu comme le diagnostic d'une maladie incurable. Moi, je prétends que non !

Quel est le lien entre Adélaïde et ces jeunes qui connaissent des insuccès ou dont la progression est freinée ? Je crois que chez tout être humain sommeille ce potentiel d'apprentissage extraordinaire qu'il faut absolument cultiver et stimuler. Si un enfant de 3 ans peut dire sans faute « je n'en

ai pas encore bu aujourd'hui », pourquoi, diable, un jeune de 15 ou 16 ans ne pourrait-il pas désapprendre « j'ai allé » et dire « je suis allé » ? Quel talent pédagogique rare cela requiert-il de la part de ses enseignants ? Et si un enfant de 3 ans a assez de sensibilité pour ne pas faire de peine à sa mémé, pourquoi ne pourrait-on pas inculquer à un jeune de 15 ou 16 ans la fierté d'apprendre à bien parler et à bien écrire ? Faut-il conclure qu'en vieillissant, le jeune perd de ses aptitudes cognitives et socio-affectives ? Je crois que non. Bien au contraire !

S'il est normal que nos jeunes fassent des erreurs, il n'est pas acceptable que nous encaissions ces erreurs sans réagir. Soyons vigilants ! Mettons en pratique les stratégies nécessaires pour casser la fossilisation. Réagissons au laxisme au risque de nous fossiliser nous-mêmes...

À titre d'auteur de la lettre de la semaine, M^{me} Delsemme recevra une copie laminée de cette page.

Acquittements imbuivables

MICHEL THIBAUT
L'auteur habite à Châteauguay.

La justice et le gouvernement envoient un message brouillé concernant l'alcool au volant.

D'un côté, on clame que conduire avec les facultés affaiblies est criminel. De l'autre, les juges blanchissent à tour de maillet des conducteurs ayant échoué l'alcootest de la police, souvent pas à peu près.

Les médias ont fourni ces derniers temps trois exemples frappants de ces acquittements, dont celui de ce citoyen de Châteauguay, John McNally. Lequel n'est pas le plus scandaleux. À Trois-Rivières, le 10 avril dernier, une mère accusée d'avoir causé la

mort de son fils de 3 ans en conduisant ivre a gagné sa cause. Même si elle avait 119 mg d'alcool par 100 ml de sang, selon la police, lors de l'accident mortel. Et même si elle avait admis au tribunal avoir bu une bière en roulant.

Dans les trois affaires, les accusés s'en sont tirés en faisant témoigner des experts qui ont soulevé un doute raisonnable concernant les résultats de l'alcootest. En défense, un biochimiste raconte à la cour que, selon le nombre de consommations prises, le poids de la personne et le taux d'élimination moyen de 15 mg d'alcool à l'heure, le sujet ne pouvait pas dépasser la limite permise au moment de l'arrestation et la partie est gagnée.

Ce genre de scénario se produit de plus en plus souvent. Depuis 10 ou 15 ans, le taux de condamnations pour conduite avec facultés affaiblies a baissé d'environ 10 % au pays, pour atteindre

« Le sombre bilan routier du dernier congé pascal illustre bien qu'un virage vers une sévérité accrue s'impose. »

71 %. C'est-à-dire que près d'un accusé sur trois l'emporte.

Le phénomène découle de l'article 258 du Code criminel qui stipule que « la preuve des analyses d'alcoolémie fait foi, en l'absence

de toute preuve contraire ». Comme on le voit, les tribunaux n'ont pas placé la barre très haut concernant cette « preuve contraire ». Selon leur interprétation, l'accusé n'a pas à prouver que son alcoolémie ne dépassait pas la limite permise. Sa démonstration n'a pas à convaincre la cour, elle n'a qu'à semer un doute.

Cette conception est boiteuse. Ça paraît qu'aucun cours de science n'est exigé pour être admis dans les facultés de droit. La police ne déniche pas ses alcootests dans les boîtes de Corn Flakes. Ces appareils qui valent une dizaine de milliers de dollars pièce sont conçus pour donner l'heure juste. Ils sont accrédités par le mi-

nistère de la Justice et opérés par des gens qualifiés. C'est navrant que leurs résultats soient aussi souvent mis de côté. Il n'y a pas là apparence de justice. Les résultats d'un instrument de mesure devraient avoir plus de poids en cour que le témoignage d'experts qui se fient aux dires de la personne qui les paye et qui n'étaient même pas sur place au moment des faits reprochés.

En 2004, un député conservateur, alors dans l'opposition, demandait un changement de loi pour faire en sorte que les résultats des alcootests soient présumés exacts en cour. Les Mères contre l'alcool au volant approuvaient la mesure et la réclament toujours. Je seconde. Ce serait une bonne chose qu'on reconnaisse la valeur des instruments scientifiques de la police. Ainsi, le message que « l'alcool au volant c'est criminel » serait plus clair. Le sombre bilan routier du dernier congé pascal illustre bien qu'un virage vers une sévérité accrue s'impose.

Il réclame seulement sa place au soleil!

JACQUELINE FERLAND

Je prends la liberté de vous écrire aujourd'hui, à mon tour, pour vous parler de mon fils François Boucher, âgé de 41 ans.

Mon fils réclame seulement sa place au soleil. Depuis sa naissance, je savais que mon fils était différent, bien avant qu'il soit diagnostiqué épileptique à l'âge de 23 ans seulement. Allergique à la pénicilline et au beurre d'arachides, il a

dû composer avec cela dans sa vie de tous les jours. Dès qu'il a commencé à l'école, il a été marginalisé, ridiculisé, laissé pour compte. Il a fait des efforts constants pour améliorer sa vie et sa santé. Il a fait du sport, accompagné de nous, ses parents, et surtout de son père, qui a été son instructeur au hockey et il a joué aussi au baseball à un tout jeune âge, son instructeur étant alors une dame, elle-même maman de deux enfants handicapés.

Aujourd'hui, il fait encore beaucoup de bénévolat. Dernièrement, il s'est impliqué pour le Parti vert du Canada et a travaillé d'arrache-pied pour se faire une place et un nom au sein de ce parti. Mais, le sort politique en a décidé autrement. Son père, son fils Patrick et moi-même, l'avons accompagné dans cette aventure en nous impliquant bénévolement.

Il est aussi peut-être affligé d'une autre maladie, la maladie bipolaire,

mais je ne suis pas médecin et seul un spécialiste peut le diagnostiquer. Il est aussi père de deux filles. Séparé et puis divorcé depuis neuf ans maintenant, il revendique toujours ses droits de père et selon moi, sa mère, mon fils est un bon père, malgré ses lacunes. Qui n'en a pas ? Je suis moi-même handicapée physique de naissance. À mon humble avis, mon fils a droit à une reconnaissance de paternité officielle et a besoin de l'appui de méde-

cins pour l'aider à se sortir d'une situation qui l'a blessé et lui a enlevé ses droits et sa dignité.

Depuis plusieurs années, mon fils vit dans l'extrême pauvreté et n'a même pas de quoi manger trois fois par jour. Tous ses biens, il les a perdus et il n'a pas la possibilité de s'en sortir sans l'aide de notre société, dans laquelle il est impliqué depuis de nombreuses années, étant bénévole de longue date.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

LA PERSONNALITÉ
DE LA SEMAINE

LA PRESSE
Radio-Canada

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ ELRIE C. TUCKER DEMAIN MATIN SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Elrie C. Tucker

Il se souvient avec émotion que sa mère a élevé seule ses quatre enfants, après que leur père les eut abandonnés. Il raconte qu'elle devait faire de menus travaux durs et humiliants pour offrir le minimum vital à ses enfants. Il témoigne surtout de son formidable courage et de son obsession: que ses enfants soient instruits et tiennent éloignée cette misère qui fut leur lot dans les premières années de leur vie.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE©

«
Le succès
change notre
vision des
choses, mais on
n'oublie pas ses
origines.
»

ANNE RICHER

Le D^r Elrie Tucker est originaire de Trinidad. Il a immigré au Québec au début des années 50. Fort de son talent et de son ambition, fier et déterminé, il s'est inscrit à l'Université McGill pour obtenir d'abord un baccalauréat en sciences avant d'entreprendre ses études à la faculté de médecine. Première personne de race noire à y accéder, le médecin pose aujourd'hui un regard sans amertume sur son passé. Il se préoccupe davantage du présent et de l'avenir. Il y a 15 ans, il a fondé l'Association médicale des personnes de race noire du Québec. C'était sa manière de permettre à des jeunes gens talentueux mais sans ressources d'accéder à des études supérieures et de ne pas avoir à vivre les difficultés qu'il a traversées. Depuis 1992, près de 300 étudiants ont pu ainsi, grâce à une bourse, réaliser leur rêve. Le 5 mai prochain, les bourses seront remises sous la présidence du ministre Philippe Couillard.

La Presse et Radio-Canada soulignent cette initiative extrêmement positive du D^r Tucker auprès des communautés noires et de la société québécoise en général en le nommant Personnalité de la semaine.

Courage et opiniâtreté

Bien sûr, il est arrivé ici sans argent. Bien sûr, le Québec de 1953 le regardait vivre avec étonnement. Que faisait donc ce grand Noir parmi nous? Et ce médecin qui a osé choisir comme spécialité l'obstétrique-gynécologie? Pour les têtes bien faites de la direction de McGill à l'époque, il s'agissait sans aucun doute du summum de l'inconscience, voire de l'insolence. «Je ne sais pas ce que les maris des femmes de Westmount vont dire!» lui a servi un haut responsable. Au cours des cinq années qui ont suivi, ironiquement, aucune de ses patientes n'était noire. Sa réputation comme médecin spécialiste lui permettait de soigner des patientes blanches, qui avaient en lui une totale confiance.

En 1966, lorsqu'il a fait sa demande pour être rattaché à l'hôpital Royal Victoria, la direction lui a dit: «Je ne crois pas que cela soit possible. Vous savez, vous pratiquez une spécialité très... disons délicate. Ce n'est pas comme la cardiologie ou la dermatologie...» Bien sûr, ceux qui le connaissaient, ses supérieurs, ont vite fait de renverser ces odieux préjugés.

Le D^r Tucker a poursuivi sa route. Sans brandir

le poing, sans esclandres. Sur le plan professionnel, il est devenu rapidement une sommité. «Je suis devenu un gynécologue à succès», dit-il en riant. Il pratique maintenant trois jours par semaine, et sa clientèle reconnaît son humanisme et sa gentillesse. Sur le plan social, il n'a jamais ménagé sa générosité. À 74 ans, il se réjouit du chemin parcouru et se raconte, conscient du modèle qu'il offre aux jeunes Noirs du Québec.

Venir d'aussi loin

La première fois que le jeune Trinadien a posé les pieds sur le sol québécois, il a failli s'évanouir de surprise. «Un homme blanc a porté ma valise! Un autre homme blanc conduisait mon taxi!» Pour ce déraciné qui n'avait connu que le joug colonialiste (Trinidad est maintenant une république), il était clair que le Québec représentait les plus grands espoirs de réussite.

Il n'a pas hésité à laver des autos, à faire partie de l'armée canadienne de 1953 à 1956, à solliciter des bourses, à se concentrer uniquement sur ses études à l'université. Mais le jeune homme en début de vingtaine a été distrait et séduit par une jeune beauté blanche de 19 ans, étudiante elle aussi mais en dentisterie, originaire d'Angleterre. Lorsque ses parents ont appris qu'elle voulait se marier (et, qui plus est, avec un Noir), ils lui ont coupé les vivres. Elrie Tucker a dû multiplier les petits boulots pour s'en sortir, jusqu'à porter la casquette rouge des employés du chemin de fer. Lui et sa femme ont eu trois enfants.

L'idée de fonder l'Association médicale des personnes de race noire du Québec vient de cette volonté: «Je ne voulais pas que d'autres étudiants noirs passent par là où je suis passé.»

Avec le temps, le couple a remboursé ses dettes. Vinrent ensuite la somptueuse maison à Westmount, la maison de campagne, la Mercedes, bref, tout ce que le succès matériel peut apporter. «Le succès change notre vision des choses, mais on n'oublie pas ses origines.» Au point qu'il est incapable de résister aux demandes des clochards. Il n'a jamais oublié la cambuse où il est né, ni sa mère, qui n'a pu, malheureusement, profiter bien longtemps de cette manne puisqu'elle est décédée. «Mes enfants ont grandi à Westmount et, même si je les ai amenés à Trinidad, que je leur ai montré la misère, je ne crois pas qu'ils puissent arriver à s'imaginer tout ce que j'ai vécu. Mais ils ont appris à aider, à contribuer à l'Association, et ils sont toujours présents.» Une crise cardiaque il y a 13 ans a entraîné un changement de cap dans la vie du D^r Tucker. «Mes valeurs ont changé, je n'ai plus le souci des biens matériels et j'apprends à vivre des choses qui en valent la peine. Avoir du plaisir, être bon pour ma famille et aider ceux qui en ont besoin.»

Pour lui, la bonté est au-delà même de toute religion.



RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
MATIN EXPRESS
Avec Louis Lemieux
SAMEDI ET DIMANCHE 6 h À 10 h
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 9 h 40



DEMAIN MATIN
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
Avec René Homier-Roy

DU LUNDI AU VENDREDI 5 h À 9 h
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 6 h 40

